



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 9 AVRIL 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 9TH APRIL, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

• Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

727

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

728

Lettres patentes

"Lamy Realty Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de mars 1921, constituant en corporation : Alphonse Lamy, agent financier, demeurant en la cité d'Outremont, au No 811 de l'Avenue de l'Épée, Dame Eldéa Latreille, du même lieu, épouse séparée de bien du dit Alphonse Lamy, de ce dernier dûment autorisée à l'effet des présentes, Ephrem Lamy, constructeur, demeurant en la cité de Verdun, au No 567, du Chemin Lasalle ; Hercule Lamy, marchand, demeurant en la cité de Montréal, au No. 385 de la rue Notre-Dame-Ouest, et Roméo Gélinas, employé de manufacture, demeurant en la cité de Verdun, au No 142, de la rue Rielle ; dans les suivants :

Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce d'immeubles et d'agent d'assurance-feu ;

Acquérir par achat, échange ou autrement et louer de toute personne, société ou compagnie, tous immeubles bâtis et tous lots vacants, et payer tels achats, détention et échange en argent, ou en bons ou obligations, débetures ou en actions acquittées de la compagnie ;

Faire sur tous immeubles toutes constructions et les payer en argent ou en bons ou obligations débetures ou en actions acquittées de la compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement et louer de toute personne, toutes bâtisses et les transporter sur les terrains de la compagnie et payer le tout en argent ou en bons ou obligations, débetures ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, aliéner, échanger, louer ou autrement en disposer, les immeubles bâtis ou vacants et accepter en paiement de l'argent, ou des bons ou obligations, débetures de toute corporation ou province, ou des actions acquittées de toute compagnie ;

Faire la construction générale, contracter, toutes entreprise à cet effet et accepter en paiement de l'argent, ou des bons ou obligations ; débetures de toute compagnie, corporation ou province ou des actions acquittées de toute compagnie ;

Contracter des emprunts d'argent sur le crédit de la compagnie, émettre des bons ou débetures, et hypothéquer ou affecter les biens meubles ou immeubles de la compagnie ou tous les deux pour garantir tels bons ou débetures et tous argents empruntés par la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, vendre, aliéner ou autrement en disposer, toutes valeurs, stocks, obligations, débetures ou actions de toute compagnie, corporation ou province ;

Letters patent

"Lamy Realty Company, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1921, incorporating : Alphonse Lamy, financial agent, residing in the city of Outremont, at No. 811 Avenue de l'Épée, Dame Eldéa Latreille, of the same place, wife separated as to property of the said Alphonse Lamy, by the latter duly authorized for the purposes hereof, Ephrem Lamy, builder, residing in the city of Verdun, at No. 567 of Lasalle road, Hercule Lamy, merchant, residing in the city of Montreal, at No. 385 of Notre Dame West, and Roméo Gélinas, factory employee, residing in the city of Verdun, at No. 142 Rielle street, for the following purposes :

To generally carry on in all its branches the real estate and fire insurance agent business ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and lease from any person, firm or company and improved property and vacant lots, and pay for such purchase, holding and exchange in cash or bonds, debentures or paid up shares of the company ;

To erect any structures on such property and pay for same in cash or bonds, debentures or paid up shares of the company ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and lease from any person any buildings, transport same upon the land of the company and pay for the whole in cash or bonds, debentures or paid up shares of the company ;

To sell, alienate, exchange, lease or otherwise dispose of improved or vacant property, and accept in payment cash or bonds or debentures of any company, corporation or province, or paid up shares of any company ;

To carry on construction work generally, make contracts for any undertakings to such effect and accept in payment cash or bonds or debentures of any company, corporation or province, or paid up shares of any company ;

To contract loans of money upon the credit of the company, issue bonds or debentures, and hypothecate or pledge the moveable or immovable property of the company, or both, to guarantee such bonds or debentures and any money borrowed by the company ;

To purchase, acquire, own, hold, sell, alienate or otherwise dispose of any securities, stocks, bonds, debentures or shares of any company, corporation or province ;

Faire de la location d'immeubles, la collection des loyers et l'administration de toutes propriétés;

Négocier tous emprunts d'argent ;

Effectuer tous prêts d'argent, sur hypothèque, gage ou sur toutes garanties mobilières ou immobilières, faire de l'escompte sur tous billets ou autres effets de commerce ;

Acheter ou autrement acquérir des hypothèques ou balances de prix de vente, les payer en immeubles, ou en argent, ou en actions acquittées de la compagnie ou de toute autre manière ;

Vendre, aliéner ou autrement en disposer, toutes hypothèques, balances de prix de vente, billets, valeurs ou autres titres de créance les transporter avec ou sans garantie et avec ou sans subrogation, et accepter en paiement de l'argent ou toutes autres valeurs ;

Faire aucune des choses ci-dessus comme principaux ou agents ;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie des affaires, propriétés ou passif de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et payer pour tel commerce ou propriété, totalement ou partiellement, avec les obligations ou débetures ou les actions de cette compagnie ;

Faire tous arrangements pour l'amalgamation, l'union des intérêts, les concessions réciproques, avec toute compagnie, maison ou personne exploitant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie ;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou aucune des débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou à propos de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires ;

Vendre, aliéner ou autrement en disposer, tout ou partie de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie de son actif pour de l'argent, ou des actions, débetures ou valeurs d'aucune compagnie, corporation ou province ;

Acquérir, par achat, échange, bail ou autrement des terrains ou fermes, les subdiviser en lots les payer en argent, ou en bons ou obligations, débetures de toute compagnie ou corporation ou en actions acquittées, bons ou obligations ou débetures de la compagnie, et vendre les lots ainsi subdivisés ;

Faire généralement tous actes et choses qui peuvent être utiles ou avantageux pour atteindre les fins et exécuter les affaires de cette compagnie dans les limites des objets ci-dessus ;

Les privilèges spéciaux attachés aux actions privilégiées ci-après mentionnés sont les suivants :

I. Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié cumulatif de 8% sur le montant versé sur chaque part avant qu'aucun dividende ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires ;

II. Après paiement d'un dividende de 8% sur le montant versé sur chaque part aux porteurs d'actions ordinaires, les porteurs d'actions privilégiées partageront également avec les porteurs d'actions ordinaires, au pro rata de leurs parts, dans tout montant de bénéfices que les directeurs déclareront à leur discrétion devrait être affecté au paiement de dividendes ;

III. Au cas de liquidation volontaire ou forcée, les porteurs d'actions privilégiées auront droit d'être remboursés en entier de leur capital et de leurs dividendes non payés avant que les por-

To rent real estate, collect rents and manage any property ;

To negotiate any loans of money ;

To effect any loans of money, on hypothec, pledge or any moveable or immoveable securities, discount any notes or other commercial instruments ;

To purchase or otherwise acquire hypothecs or balances of sale prices, pay for same with immoveables or in cash, paid up shares of the company or in any other manner ;

To sell, alienate or otherwise dispose of any hypothecs, balances of sale prices, notes securities or other credentials, transfer same with or without guarantee and with or without subrogation, and accept in payment cash or any other securities ;

To do any of the hereinabove things as principals or agents ;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business that the company is authorized to carry on, and pay for such business or property, wholly or partially, with the bonds or debentures or shares of the present company ;

To make any arrangements for amalgamation, union of interests, reciprocal concessions with any company, firm or person carrying on any business in whole or in part similar to that of this company ;

To remunerate, with the approval of the shareholders, any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the capital of the company or any of the debentures or other securities of the company, or about the formation or promotion of the company or the management of its business ;

To sell, alienate or otherwise dispose of the whole or part of the undertaking of the company or any part of its assets for cash, or shares, debentures or securities of any company, corporation or province ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise any lands or farms, subdivide them into lots, pay for same in cash or bonds or debentures of any company or corporation, or in paid up shares, bonds or debentures of the company and sell the lots thus subdivided ;

To generally do any acts and things that may be useful or advantageous for attaining the purposes and carrying on the business of the company within the limits of the hereinabove objects ;

The special privileges attached to the herein-after mentioned preferred shares are the following :

I. The holders of preferred shares shall be entitled to a cumulative preferred dividend of 8% on the amount paid in on every share before any dividend be paid to the holders of common shares ;

II. Upon payment of a dividend of 8% on the amount paid in on every share to the holders of common shares, the holders of preferred shares shall equally share with the holders of common shares, pro rata of their shares, in any profits that the directors may declare at their discretion to appropriate for the payment of dividends ;

III. In the case of voluntary or forced liquidation, the holders of preferred shares shall have the right to be paid their capital in full and their unpaid dividends before the holders of common

teurs d'actions ordinaires ne touchent aucun shares be paid any amount ;
montant ;

IV. A tous autres égards les actions privilégiées, conféreront les mêmes droits à leurs porteurs que les actions ordinaires, sous le nom de "Lamy Realty Company, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00).

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$250,000.00, divisée en 5,000 actions de \$50.00 chacune, avec intérêt à huit pour cent cumulatif.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions ordinaires est de \$250,000.00 divisé en 5,000 actions de \$50.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

1179

C.-J. SIMARD.

IV. In all other respects the preferred shares shall confer the same rights on their holders as the common shares, under the name of "Lamy Realty Company, Limited"; with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00).

The part of the capital stock to be issued as preferred share is \$250,000.00, divided into 5,000 shares of \$50.00 each, with cumulative interest at eight per centum.

The part of the capital stock to be issued as common shares is \$250,000.00, divided into 5,000 shares of fifty dollars each.

The principal place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary

" The Excelsior Business College for Young Women of Montreal "

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1921, constituant en corporation : Elisabeth de Pessac, Clotilde Laferrière, Catherine L. Mitchell, Margaret Quingley et Marie-Louise Pelletier, toutes majeures et célibataires, de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, aux fins suivantes :

Objets moraux, éducationnels et professionnels, fonction d'un ou plusieurs collèges de jeune femmes du district de Montréal, où ces jeunes femmes reçoivent et recevront leur entraînement commercial, comprenant l'enseignement de la sténo-dactylographie, de la comptabilité, du droit commercial, de l'arithmétique commerciale, des langues anglaise, française et espagnole, et tout autre enseignement quelconque estimé propre à l'instruction commerciale d'une jeune fille, sans perdre de vue cette dualité d'objectif ; impartir une instruction complète et à date, dans l'atmosphère de raffinement et de culture d'une école catholique de choix, sous le nom de "The Excelsior Business College for young women of Montreal".

Le montant de la valeur en biens fonds de l'avoire corporatif est fixé à cent mille piastres (\$100,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1921.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

1181

C.-J. SIMARD.

" Batery & Electric Service Company "

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de mars 1921, constituant en corporation : Miss Catherine Darragh, Marion-L. Robertson, Florence McDonnell, sténographes ; Howard Percy, gérant ; J.-L.-Narcisse Lachapelle, notaire public ; tous de Montréal, aux fins suivantes :

Assumer l'actif, sujet aux obligations, de la

" The Excelsior Business College for Young Women of Montreal "

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1921, incorporating : Elisabeth de Piessac, Clotilde Laferrière, Catherine L. Mitchell, Margaret Quingley and Marie-Louise Pelletier, all of lawful age and unmarried, of the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

For moral, educational and professional objects, represented by a college or colleges for young women of the district of Montreal, where said young women are and shall be provided with business training, including teaching of stenography, typewriting, book-keeping, commercial law, commercial arithmetic, English, French and Spanish languages and whatever educational matter may be deemed fit for the business training of a young lady but with this double end in view to offer a thorough and up-to-date education, amid the refining and cultural atmosphere of a select catholic school, under the name of "The Excelsior Business College for Young Women of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property, which the company may possess is limited at one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

" Batery & Electric Service Company "

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the eighteenth day of March, 1921, incorporating : Miss Catherine Darragh, Marion-L. Robertson, Florence McDonnell, stenographers ; Howard Percy, manager ; J.-L.-Narcisse Lachapelle, notary public, all of Montreal, for the following purposes :

To take over the assets, subject to the liabilities

société opérant, dans la cité de Montréal, sous le nom et raison sociale de "Fehr Bros. & Little";

Faire affaires comme fabricants et marchands d'accumulateurs de toute espèce, électriques ou autres, d'automobiles ou de pièces d'automobiles ;

Faire affaires comme importateurs et exportateurs, acheter, vendre et trafiquer de toute espèce et description d'effets, denrées et marchandises, sans restriction à la généralité de ce qui précède ;

Agir comme agents, agents à commission, agents de manufacturiers, acteurs, courtiers ou représentants, au Canada ou à l'étranger de maisons canadiennes ou foraines et pour d'autres personnes, firmes et corporations ;

Manufacturer, produire, vendre, acheter et trafiquer de toutes catégories d'effets, denrées et marchandises ;

Acquérir, construire, administrer et tenir des magasins, entrepôts, usines, fabriques et d'autres structures ou bâties que la compagnie croira nécessaires ou désirables pour opérer ;

Acquérir, prendre charge de, ou assumer, la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'entreprise, des droits ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun autre commerce semblable à celui en tout ou en partie ;

Solliciter, acheter, obtenir, posséder, détenir, louer, licencier, vendre, céder ou autrement acquérir, aliéner et utiliser, pratiquer ou faire valoir les brevets, droits patentés, améliorations, inventions, formules, procédés, privilèges, marques et noms de commerce que la compagnie croira désirables ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer en achetant des actions, obligations ou débetures d'aucune autre compagnie ou corporation dont l'intérêt est semblable en tout ou en partie à celui de la compagnie ;

Garantir l'exécution d'aucun contrat ou le paiement d'aucun argent par les clients, par d'autres personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la corporation ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bons, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie est en relations ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seuls soit avec d'autres ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Batory & Electric Service Company", avec un fonds social total de cinquante mille piastres (\$50,000.-

ties, of the partnership carried on at the city of Montreal under the name and style of "Fehr Bros. & Little";

To carry on the business of manufacturers of and dealers in batteries of all kinds, electrical or otherwise and of automobile or automobile parts ;

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing ;

To act as agents, omission agents, manufacturers' agents, commission merchants, brokers or representatives in Canada and any foreign country or countries for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms and corporations ;

To manufacture, produce, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise ;

To acquire, construct, manage and operate stores, warehouses, plants, factories and other works or buildings which may seem to the company necessary or desirable for its operations ;

To acquire, take over or assume in whole or in part the business, property, undertaking, rights or liabilities of any person or companies carrying on any business which the company is authorized to carry on, or any other business similar in whole or in part thereto ;

To apply for, purchase, obtain, own, hold, lease, license, sell, assign or otherwise acquire, dispose of and utilize, put into practice or turn to account patents, patent rights, improvements, inventions, formulae, processes, privileges, trade marks and trade names as may seem to the company desirable ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company ;

To invest and deal with the moneys of the company in the purchase of shares, bonds or debentures of any other company or corporation having interest similar in whole or in part to that of the company ;

To guarantee the performance of any contract or the payment of any money to, for or by customers or other persons or companies having dealings with the company ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such person ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have relations ;

To do any of the above things either as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Batory & Electric Service Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five

00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1183 C.-J. SIMARD.

hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,
1184 Assistant Provincial Secretary.

"Linotypers & Stereotypers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mars 1921, constituant en corporation : Alexander Huntly Duff, conseil du Roi ; Walter Alfred Merrill, Archibald Stalker, avocats, Jean Lang Muir, comptable ; Emily Oldroyd, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires généralement comme lithographes, linotypistes, imprimeurs, éditeurs, imprimeurs sur métal et étain, cartographes, graveurs, stéréotypers, électrotypers, graveurs en creux et en relief, éditeurs, relieurs, fabricants de papier, d'enveloppes, de sacs en papier et boîtes, papetiers, manufacturiers et agents de publicité ;

Acquérir, imprimer, publier, gérer, répandre ou autrement trafiquer d'un ou plusieurs journaux ou d'autres publications et en général faire affaires comme propriétaires de journaux et éditeurs de journaux ;

Fabriquer, acheter, vendre ou autrement trafiquer de registres-comptables, registres perpétuels, compatibilités à feuillets mobiles, livres de comptes, papeterie, meubles de bureaux, dispositif et fournitures, systématiser les méthodes d'affaires et les comptes de corporations, compagnies, négociants et personnes privées, donner l'information adapté à l'introduction et l'usage des systèmes employés par la compagnie ;

Acheter, vendre, manufacturer, trafiquer de, exploiter et trafiquer d'installations, machines, outils, meubles, fournitures, appareils ainsi que de tous articles nécessaires, servant ou se rapportant ou pouvant servir en rapport avec lesdits arts, commerce ou aucun d'iceux ;

Manufacturer et produire de la chaleur, de la lumière et de la force motrice, de l'énergie électrique, de l'air comprimé ou autre, dans la cité et le district de Montréal, disposer de l'excédant en le vendant, distribuant, ou autrement, le tout sujet aux règlements statutaires et municipaux y relatif ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et contrôler des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif où se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement, à profiter à la compagnie, aus i utiliser exercer développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les droits biens ou renseignements ainsi acquis ;

Organiser, promouvoir et développer une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation ;

"Linotypers & Stereotypers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1921, incorporating : Alexander Huntly Duff, King's Counsel ; Walter Alfred Merrill, Archibald Stalker, advocates ; Jean Lang Muir, accountant ; Emily Oldroyd, secretary, spinster of the full age of majority, all the city and the district of the Montreal, for the following purposes ;

To carry on business generally as lithographers, linotypers, printers, publishers, metal and tin plate printers, map makers, manufacturers of all wall papers and playing cards, photographers, engravers, stereotypers, electrotypers, embossers, engrossers, book publishers, book binders, paper makers, envelope and paper bag and box makers, stationers, manufacturers and advertising agents ;

To acquire, print, publish, conduct and circulate or otherwise deal with in news-paper or newspapers or other publications, and generally to carry on the business of newspaper proprietors and general publishers ;

To manufacture, purchase, sell or otherwise deal in account registers, perpetual registers, loose leaf accounting systems, account books, stationery, office furniture devices and supplies and to systematize business methods and accounts of corporations, companies, dealers and private individuals and to give instruction adapted to the introduction and working of the systems employed by the company ; to buy, sell, manufacture, trade, work and deal in plant, machinery, tools, furniture, supplies, appliances and all articles requisite in, used or connected with or which can or may be used in connection with the said arts and business or any of them ;

To manufacture and produce heat, light and power, electric energy, in the city and district of Montreal, compressed air, or otherwise, and dispose of the surplus thereof by sale, distribution or otherwise, the whole subject to all statutory and municipal regulations in that behalf ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, trade-marks, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to dispose of, use, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights and information so acquired ;

To organize, promote and develop any other company or companies for the purpose of acquiring and carrying on, all or any part of, the business or property of the company or any business similar thereto, or connected therewith, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires à son industrie et particulièrement tous terres, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce ;

Tirer souscrire, accepter, endosser exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie ; garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'actif et du pas-if d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie, eu qui peut être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la présente compagnie, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie, ou susceptibles de rendre profitables son entreprise, par le prix que la compagnie croira convenable, et si on le juge propos, émettre des actions entièrement ou partiellement payé, ou d'autres obligations de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits acquis par la compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant, se livrant, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie peut exercer ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, aussi les vendre, détenir, ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Vendre ou autrement disposer de la propriété, de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'elle, moyennant le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation ;

Distribuer de temps à autre, tel que résolu, aux actionnaires, employés ou autres, aucune des valeurs de la compagnie et particulièrement les valeurs, obligations et actions d'aucune autre compagnie que la présente compagnie a acquise ou assumée, ou avec laquelle la présente corporation peut faire des arrangements relatifs au risque mutuel ou à la coopération ou en faveur de laquelle la présente compagnie peut disposer de la totalité ou d'aucune partie de son entreprise ;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts, bons, débetures, autres obligations ou valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie ; aussi les vendre ou au rement en disposer, garantir aussi les bons, débetures obligations ou valeurs que la compagnie aura ainsi vendus ou aliénés, ou d'aucune compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou autrement ;

Réaliser tous les objets ci-haut ou aucun d'iceux

To purchase, take on lease, or in exchange ; hire or otherwise acquire any real or personal, moveable and immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments and to lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee performance of contracts by any such persons

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business, similar in whole or in part to that of this company, or which can be conveniently carried on in connection with the business of this company or possessed of property suitable for the purposes of this company or calculated to, render profitable its undertaking, or such consideration as the company may see fit and if deemed advisable to issue fully paid-up for partly paid-up-shares, or other securities of the company, in consideration or part consideration therefor, or for any property or rights acquired by the company ;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure reciprocal concession or otherwise, with any person or company, carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist, any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To sell or dispose of the undertaking and assets of the company, or any part or parts thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or otherwise ;

To distribute from time to time, as may be indirected amongst its shareholders, employees or others, any of the assets of the company, and particularly the securities, bonds and shares of any other company, which this company may acquire or take over, or with whom this company may form any arrangements for joint adventure, or co-operation, or to which this company may dispose of the whole or any part of its undertaking ;

To subscribe for, take or in any way acquire and hold the stocks, shares, bonds, debentures or other obligations or securities of any company having objects similar in whole or in part to those of this company or otherwise, and to sell, or otherwise dispose thereof, and to guarantee any bonds, debentures, obligations or securities so sold or disposed of by this company, or of any company having objects similar in whole or in part to those of this company or otherwise ;

To carry out all or any of the foregoing objects

comme principaux ou agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, société, association ou corporation, exercer aussi aucun autre commerce subsidiaire ou connexe au précédent, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun des commerces ou objets précités, ou propres à accroître la valeur d'aucuns des biens ou droits actuels de la compagnie ou de les rendre profitables, sous le nom de "Linotypers & Stereotypers, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1201 C.-J. SIMARD.

"Alex's Garage, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de mars 1921, constituant en corporation : Charles-Edouard Guérin, Joseph-Charles-Emile Trudeau, avocats, Delle Jeanne Marsan; Delle Emma Bigras, stenographes, Georges Beauregard, notaire tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Établir, acquérir, construire, louer et exploiter des garages ou ateliers de réparations ou établissements analogues s'occupant du commerce des machines automobiles, yachts ou accessoires;

Faire, manufacturer, mettre en vente, louer, acheter et vendre des machines automobiles, yachts, engins et tous accessoires ou parties d'iceux ;

Garder, tenir, louer, exploiter des ateliers de réparations pour machines et moteurs de toutes sortes ;

Se servir pour telles exploitations de machines mues par la vapeur, l'électricité, la gazoline et autres pouvoirs au même effet;

Acquérir, vendre, détenir, céder, louer des immeubles, terrains et bâtisses nécessaires ou non aux fins de la compagnie;

Payer pour aucune des propriétés, services, usages ci-dessus mentionnés, meubles ou immeubles en numéraires ou au moyen d'actions acquittées et non appelables de la compagnie.

Faire en vue de son commerce toutes démarches, transactions, contracter ou imposer des obligations, ester en justice, sous le nom de "Alex's Garage, Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1227 C.-J. SIMARD.

"Diamond Engine, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mars 1921, constituant en corporation : Adjutor Pouliot, marchand. Napoléon Fournier, mécanicien ; de la cité de

as principals or agents, or in partnership or conjunction with any other person, firm, association or corporation and carry on any other business ancillary or germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses or objects, or calculated to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights for the time being, under the name of "Linotypers & Stereotypers, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,
1202 Assistant Provincial Secretary.

"Alex's Garage, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1921, incorporating : Charles-Edouard Guerin, Joseph Charles Emile Trudeau, advocates ; Miss Jeannette Marsan, Emma Bigras, stenographers, George Beauregard, notary, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To establish, acquire, construct, lease and exploit garages or repair shops or similar establishments for the dealing in of automobiles, yachts or accessories thereof ;

To do, manufacture, put on sale, lease, buy and sell automobiles, yachts, engines and any accessories or parts thereof ;

To keep, hold, lease, operate repair shops for machinery and motors of every kind ;

To make use for such exploitations, of machinery driven of steam, electricity, gasoline and other power to the same effect ;

To acquire, sell, hold, assign, lease immovables, lands and buildings necessary or unnecessary for the company's purposes ;

To pay for any of the aforementioned property, services, uses, moveables or immovables in cash or with paid up and non-assessable shares of the company ;

To make, for the attainment of its business purposes, any steps, transactions, to contract or impose obligations, ester en justice, under the name of "Alex's Garage, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,
1228 Assistant Provincial Secretary.

"Diamond Engine, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1, of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteen day of March, 1921, incorporating : Adjutor Pouliot, merchant ; Napoléon Fournier, machinist ; of the city of Quebec, and S.-Raoul Auger,

Québec, et S.-Raoul Auger, employé civil, de la ville de Lévis, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie et le commerce de mécanicien, de métallurgiste, de fondeur de métaux de tous genres et de tout ce qui peut en dériver et s'y rattacher et notamment construire, installer et réparer des machines de toutes sortes, faire tous travaux de galvanoplastie;

Fabriquer, acheter, vendre, prendre à bail ou louer des engins et moteurs de tous genres, mus par l'électricité, la vapeur, la gazoline, l'huile ou autrement ;

Faire tout ouvrage mécanique et tout ce qui peut s'y rapporter soit directement ou indirectement, faire des dessins, des plans, des évaluations, des expertises, des modèles, des structures métalliques ou des structures partie en bois et partie en métal, des ascenseurs de tous genres, des constructions de plans inclinés pour monter des bateaux à sec, ou en louer, faire la construction et réparation de bateaux ou vaisseaux de tous genres, des chalands, dragues et de tout ce qui s'y rapporte; faire des travaux de charpentiers, de calfats, de peintures, de voiliers, hiverner des bateaux, dragues sur chantiers ou autrement, se servir ou louer des quais ou bassins pour le chargement et le déchargement des cargaisons de tous genres;

Acquérir, louer, mettre en opération, entretenir tous fonds de commerce, matériel, machines, outillage vendre en gros ou en détail tous matériaux, fournitures et produits de l'industrie de la compagnie;

Construire, acheter, vendre, louer, exploiter des voitures, chars, automobiles, aéroplanes et de tout autre moyen de transport à l'exception des chemins de fer ;

D'acquérir à quelque titre que ce soit les établissements, usines, ateliers, immeubles, limites à bois, appareils, amachines, outillages, forces motrices servant aux productions de l'industrie de la compagnie, à leur utilisation et à leurs applications ;

De faire toutes opérations immobilières et toutes affaires sur les valeurs mobilières, commerciales et industrielles se rattachant à l'objet de la compagnie ;

Faire l'étude, l'acquisition l'exploitation ou la vente de tous brevets, inventions ou procédés d'amélioration ayant trait à l'objet de la compagnie ;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptant, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptant ;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne ou société exploitant une industrie ou un commerce quelconque ;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie ;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres ;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons; obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de la compagnie ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour

civil employee, of the town of Lévis, for the following purposes :

To carry on the trade and business of machinist, metallurgist, founder of metals of every kind and of everything incidental thereto and connected therewith and especially construct, install, repair machinery of every kind and do all galvanoplastic works ;

To manufacture, buy, sell, take on lease, hire engines and motors of every kind, driven by electricity, steam, gasoline, oil or otherwise ;

To do all mechanical work and everything directly or indirectly connected therewith, make, drawings, plans, valuations, appraisal, models, metallic structures or structures partly in wood and partly in metal, elevators of every kind, the constructions of marine slips, or lease them, the building and repair of boats and vessels of all kinds, lighters, dredges and everything incidental thereto ; to do carpentering caulking, painting and sailmaking works, winter boats, dredges on slips or otherwise, to use or lease wharves or docks for the loading or unloading of cargoes of all kinds ;

To acquire, lease, operate, maintain any stock, in trade, plant, machinery equipment, sell wholesale or retail all materials, supplies and products of the company's business ;

To construct, buy, sell, lease, exploit carriage, cars, automobiles, aeroplanes and other means of transportation with the exception of railways;

To acquire under any title whatever plants, shops, workshops, immoveables, timber limits, apparatuses, machinery, equipment, motive power used for the products of the business of the company, their utilization and application ;

To carry on any real estate transactions and any business on moveable, commercial and industrial securities incidental to the company's objects ;

To make the study, acquisition and exploitation or sale of patents, inventions or improvement processes related to the company's object ;

To pay for any services rendered to the company or required by it or for any acquisition of the company, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash ;

To use the funds of the company in whole or in part for the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any person or partnership carrying any business or trade whatever ;

To borrow money upon the credit of the company ;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed fit, provided so such bond, debenture or other security be for a less sum than one hundred dollars ;

To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveables of the company or do both to secure the payment of such bonds, debentures or other securities and any loans of the company;

To remunerate any person or company for

services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer, garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou à propos de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

Les privilèges spéciaux attachés aux actions privilégiées ci-après mentionnées sont les suivants:

I. Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié cumulatif de 8% sur le montant versé sur chaque part avant qu'aucun dividende ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires;

II. Après paiement d'un dividende de 8% sur le montant versé sur chaque part aux porteurs d'actions ordinaires, les porteurs d'actions privilégiées partageront également avec les porteurs d'actions ordinaires au pro rata de leurs parts, dont: tout montant de bénéfices que les directeurs déclareront à leur discrétion devoir être affectés au paiement de dividendes;

III. Au cas de liquidation volontaire ou forcée les porteurs d'actions privilégiées auront droit d'être remboursés en entier de leur capital et de leurs dividendes non payés avant que les porteurs d'actions ordinaires ne touchent aucun montant;

IV. A tous autres égards les actions privilégiées conféreront les mêmes droits à leurs porteurs que les actions ordinaires, sous le nom de "Diamond Engine, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$4,900.00, divisé en 49 actions de \$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1229 C.-J. SIMARD.

services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, guaranteeing the placing of any of the shares of the capital stock of the company, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

The special privileges attached to the herein-after mentioned preferred shares are the following:

I. The holders of preferred shares, shall be entitled to a cumulative preferred dividend of 8% on the amount paid in on every share before any dividend be paid to the holders of common shares;

II. Upon payment of a dividend of 8% on the amount paid in on every share to the holders of common shares, the holders of preferred shares shall equally share with the holders of common shares at the pro rata of their shares, in any profits that the directors may declare at their discretion to appropriate for the payment of dividends;

III. In case of voluntary or forced liquidation, the holders of preferred shares shall have the right to be paid their capital in full and their unpaid dividends before the holders of common shares be paid any amount;

IV. In all other respects the preferred shares shall confer the same rights on their holders as the common shares, under the name of "Diamond Engine, Limited", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1,490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$4,900.00, divided into 49 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,
1230 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Saguenay Pulp & Power Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5992 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 avril 1921, à la compagnie "Saguenay Pulp & Power Company"; subdivisant les actions originaires de \$100.00 en 1,900,000 actions de \$5.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1257 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Saguenay Pulp & Power Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5992 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th April, 1921, subdividing the shares of the stock of the Saguenay Pulp & Power Company, originally divided into shares of \$100.00 into 1,900,000 shares of \$5.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,
1258 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

2027-14.

Québec, 30 mars 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Contrecoeur, tout le territoire de cette municipalité situé à l'ouest de

Department of Public Instruction

2027-14.

Quebec, March 30th, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Contrecoeur, all the territory of this municipality situated west

la municipalité scolaire du village de Contrecoeur, et de former de ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Contrecoeur-Ouest. 1173—13-2

of the school municipality of the village of Contrecoeur and to erect all that territory into a distinct school municipality, under the name of Contrecoeur-Ouest. 1174—13-2

313-21.

Québec, 26 mars 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Maria, comté de Bonaventure, les lots Nos 1 à 13c, inclusivement, du premier rang, partie ouest du canton de Maria ; les lots Nos 1 à 21c, inclusivement, du premier rang, partie est du canton de Maria ; les lots Nos 1 à 13c, inclusivement, du deuxième rang, partie ouest du canton de Maria ; les lots Nos 1 à 9c, inclusivement, du deuxième rang, partie est du canton de Maria ; les lots Nos 1 à 4, inclusivement, du troisième rang du canton de Maria, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Carleton, même comté. 1175—13-2

313-21.

Quebec, 26th March, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Maria, County of Bonaventure, the lots Nos 1 to 13c, inclusively of the first range, west part of the township of Maria ; the lots Nos 1 to 21c inclusively of the first range, east part of the township of Maria ; the lots Nos 1 to 13c inclusively of the second range, west part of the township of Maria ; the lots Nos 1 to 9c inclusively of the second range, east part of the township of Maria ; the lots Nos 1 to 4 inclusively of the third range of the township of Maria, and to annex all the above territory to the school municipality of Carleton, same county. 1176—13-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC.

Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière

Loan of water-powers and timber limit

Avis est par les présentes donné que le mercredi 1er juin 1921, à 10.30 a.m. dans la salle de vente du Département des terres et forêts, en cette ville, nous affermerons à l'enchère :

Notice is hereby given that on Wednesday, 1st June, 1921, at 10.30 A.M., in the sale room of the Department of Lands and Forests, in this town, the following will be offered at auction :

1. Certaines forces hydrauliques sur les rivières Mégiscane et Bell, dans le comté de Témiscamingue ;

1. Certain water powers on the rivers Mégiscane and Bell, in the county of Temiscaming ;

2. Une concession forestière d'une superficie de 400 milles carrés dans les cantons projetés de Louvicourt, Marrias, Tiblemont et Vauquelin, dans la partie supérieure du bassin de la rivière Bell.

2. A timber limit of 400 square miles in area in the projected township of Louvicourt, Marrias, Tiblemont and Vauquelin, in the upper part of the valley of Bell river.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au Département des terres et forêts, Québec.

For further particulars, apply to the Department of Lands and Forests, Quebec.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

411—5-17 ELZ.-MIVILLE DECHENE.

412—5-17 Deputy-minister of Lands and Forests.

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-André-Avelin, dans le comté de Labelle, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 40 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$58.300.

Notice is hereby given that la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-André-Avelin, in the county of Labelle, in the Province of Quebec, has complied with the provisions article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that 40 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the amount of \$58,300.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce 25ième jour de mars mil neuf cent vingt-un.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this 25th day of March, one thousand nine hundred and twenty one.

Le président,
AVILA TESSIER.
Le secrétaire,
J.-H. LEMIRE.

AVILA TESSIER,
President.
J.-H. LEMIRE,
Secretary.

1223

1224

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Rose" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous section VI, section XXII, chapitre 111, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices; de faire toutes les affaires, qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles du dit paragraphe, peut légalement faire, relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, sur les bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce, ni sur les bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Laval, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce sixième jour d'avril 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances. P. Q.,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1261—14-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Rose" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter 111, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies; to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do, in respect of the kind of business mentioned in the declaration to the inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind, on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or extra hazardous) within the limits of the county of Laval, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this sixth day of April, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 1262—14-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 389.

Dame Délina Guillaume, des cité et district de Montréal, épouse de Edouard Raymond, journalier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier.

Montréal, le 23 mars 1921.

Le procureur de la demanderesse,

1185—14-5

J.-A.-E. DION.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4097.

Dame Aïma-May Webber, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Robert-Carlyle Gray, du même endroit, ingénieur mécanicien, demanderesse vs ledit Robert-Carlyle Gray, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur aux présentes.

Montréal, le 5 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,

WEINFELD, SPERBER

1225—14-5

& LEVINE.

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 735.

Dame Rosina Pelletier, de la ville de Marieville, épouse commune en biens de Amable Robert, cultivateur, du même lieu, a, le 2 mars 1921, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

Saint-Hyacinthe, 4 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,

1233—14-5

FONTAINE & CHAGNON.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 389.

Dame Délina Guillaume, of the city and district of Montreal, wife of Edouard Raymond, laborer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against the latter.

Montreal, 23rd March, 1921.

J.-A.-E. DION,

1186—14-5

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4097.

Dame Aïma-May Webber, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Robert-Carlyle Gray, of the same place, mechanical engineer, plaintiff vs the said Robert-Carlyle Gray, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant herein.

Montreal, 5th April, 1921.

WEINFELD, SPERBER & LEVINE,

1226—14-5

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior Court, No. 735.

Dame Rosina Pelletier, of the town of Marieville, wife common as to property of Amable Robert, farmer, of the same place, has, on the 2nd day of March, 1921, instituted an action in separation as to property against her said husband.

Saint-Hyacinthe, 4th April, 1921.

FONTAINE & CHAGNON,

1234—14-5

Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2303.

Dame Emma Branton, des cité et district de Montréal, épouse de William-H. Noseworthy, du même lieu, demanderesse; vs le dit William-H. Noseworthy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le 22 mars 1921.

Montréal, le 5 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
HENEKER, CHAUVIN,
1237-14-5 WALKER & STEWART.

Cour supérieure, Montréal, No 520.

Dame Angéline Perreault, de la cité de Saint-Lambert, épouse commune en biens de George Ménard, ci-devant du même lieu, maintenant en lieux inconnus, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 6 avril 1921.

Les procureurs de Dame A. Perreault,
TAILLON, BONIN, MORIN
1239-14-5 & LARAMEE.

No 4789. Cour supérieure.

Dame Laura Baril, épouse commune en biens de Arthur Frénette, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes, demanderesse; vs Arthur Frénette, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 25 février 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1253-14-5 L.-C. MEUNIER.

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 6698.

Dame Marie-Louise Déry, épouse commune en biens de Oscar Roy, entrepreneur de Jonquières, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, ce 21 mars 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1121-13-5 ELZEAR LEVESQUE.

Canada, province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 617.

Dame Virginie Poulin, épouse commune en biens de Henri Bolduc, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Lucie, district de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Henri Bolduc, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause par la demanderesse le 24ième jour de mars 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME.
Montmagny, le 30 mars 1921. 1151-13-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4012.

Dame Celia Crystal, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Max Crystal, du même lieu, marchand, dûment autorisée par jugement de cette Cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Max Crystal, du même lieu, marchand, défendeur.

Une action en séparation de bien a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 30 mars 1921.

L'avocat de la demanderesse,
1165-13-5 LOUIS FITCH.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2303.

Dame Emma Branton, of the city and district of Montreal, wife of William-H. Noseworthy, of the same place, grocer, plaintiff; vs the said William-H. Noseworthy, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant on 22nd March, 1921.

Montreal, 5th April, 1921.

HENEKER, CHAUVIN,
1238-14-5 WALKER & STEWART,
Attorneys for plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 520.

Dame Angéline Perreault, of the city of Saint-Lambert, wife common as to property of George Ménard, heretofore of the same place and now of parts unknown, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

Montreal, 6th April, 1921.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,
1240-14-5 Attorneys for Dame A. Perreault.

No 4789. Superior Court.

Dame Laura Baril, wife common as to property of Arthur Frénette, of the city and district of Montreal, duly authorized to these presents, plaintiff; vs Arthur Frénette, of the same place, defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against the defendant.

Montreal, 25th February, 1921.

L.-C. MEUNIER,
1254-14-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 6698.

Dame Marie-Louise Déry, wife common as to property of Oscar Roy, contractor of Jonquières, has instituted an action for separation as to property against her said husband this 21st March, 1921.

ELZEAR LEVESQUE,
1122-13-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 617.

Virginie Poulin, wife common as to property of Henri Bolduc, farmer, of the parish of Sainte-Lucie, district of Montmagny, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Henri Bolduc, defendant.

An action for separation as to property has been taken by the plaintiff on the 24th day of March, 1921.

ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME,
Montmagny, 30th March, 1921. 1152-13-5
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4012.

Dame Celia Crystal, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Crystal, of the same place, merchant, duly authorized by judgment of this Court for the purposes of these presents, plaintiff; vs Max Crystal, of the same place, merchant, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against the defendant.

Montreal, 30th March, 1921.

LOUIS FITCH,
1166-13-5 Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 4818.

Dame Noémie Demers, épouse commune en biens de Anatole Pinsonnault, distributeur, tous deux de Montréal, autorisée à *ester en justice*, demanderesse; vs ledit Anatole Pinsonnault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, 17 mars 1921.

L'avocat de la demanderesse,
1037—12-5 BENJ. BENOIT.

District of Montréal, Cour supérieure, No 3868.

Dame Albina Morand, de Montréal, épouse de Frank Harel, dûment autorisée à *ester en justice*, demanderesse; vs Frank Harel, charretier, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 19 février 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1055—12-5 LAVERY & DEMERS.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 1738.

Dame Anna Leblanc, épouse commune en biens de Napoléon Daoust, marchand à Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari ce 11 mars 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
949—11-5 PATTERSON & POULIOT.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 4929.

Dame Anna Rosenthal, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Gold, du même lieu, marchand, demanderesse; vs Max Gold, de la ville et du district de Montréal, marchand.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17^{ième} jour de mars 1921.

Montréal, 17 mars 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1077—12-5 POPLIGER & ROBINSON.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 3115.

Dame Emma Desormaux, épouse commune en biens de Edmond Prevost, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à *ester en justice*, demanderesse; vs ledit Edmond Prevost, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 mars 1921.

Montréal, ce 22 mars 1921.

Les avocats de la demanderesse,
1079—12-5 YVON & TRUDEL.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 2229.

Dame Tilly Yanofsky, de la ville Saint-Pierre, district of Montreal, épouse commune en biens de Arthur Malcoff, du même lieu, demanderesse; vs Arthur Malcoff, de la ville Saint-Pierre, district of Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier jour de mars 1921.

Montréal, 1er mars 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1109—12-5 POPLIGER & ROBINSON.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 4818.

Dame Noémie Demers, wife common as to property of Anatole Pinsonnault, driver, both of Montreal, authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Anatole Pinsonnault, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause.

Montreal, 17th March, 1921.

BENJ. BENOIT,
1038—12-5 Attorney for plaintiff.

District of Montreal, Superior Court, No. 3868.

Dame Albina Morand, of Montreal, wife of Frank Harel, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Frank Harel, carter, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day, against the defendant.

Montreal, 19th February, 1921.

LAVERY & DEMERS,
1056—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 1738.

Dame Anna Leblanc, wife common as to property of Napoléon Daoust, merchant in Montreal, has instituted an action for separation as to property against her said husband this 11th March, 1921.

PATTERSON & POULIOT,
950—11-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 4929.

Dame Anna Rosenthal, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Max Gold, of the same place, merchant, plaintiff; vs Max Gold, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 17th day of March, 1921.

Montreal, 17th March, 1921.

POPLIGER & ROBINSON,
1078—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 3115.

Dame Emma Desormaux, wife common as to property of Edmond Prevost, both of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Edmond Prevost defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th day of March, 1921.

Montreal, this 22nd March, 1921.

YVON & TRUDEL,
1080—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 2229.

Dame Tilly Yanofsky, of ville Saint-Pierre, district of Montreal, wife common as to property of Arthur Malcoff, of the same place, plaintiff; vs Arthur Malcoff, of ville Saint-Pierre, district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the first day of March, 1921.

Montreal, 1st March, 1921.

POPLIGER & ROBINSON,
1110—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7026. Dame Marie-Louise Gagné, épouse commune en biens de Philippe Lavoie, commerçant, de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, vulgo Price, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Philippe Lavoie, défendeur.

Rimouski, 11 mars 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1111—12-5 ASSELIN, ASSELIN & SIMARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3036. Dame Anna Milakofsky, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Fogel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph Fogel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 3 mars 1921.

Le procureur de la demanderesse,
823—10-5 S. ELIASOPH.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2863.

Dame Gertrude Leclair, épouse commune en biens de James-Montague-Harrison, du même endroit, laitier et glacier, a pris une action en séparation de biens contre son époux ce 28 janvier 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1017—11-5 PATTERSON & POULIOT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3954. Rose Slamianski, de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Herscovici, gérant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph Herscovici, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 7 mars 1921.

Montréal, 7 mars 1921.

Le procureur de la demanderesse,
909—10-5 T. RHEAUME.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7026. Dame Marie-Louise Gagné, wife common as to property of Philippe Lavoie, merchant, of the parish of Saint-Rémi-de-Métis, vulgo Price, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Philippe Lavoie, defendant.

Rimouski, 11th March, 1921.

ASSELIN, ASSELIN & SIMARD,
1112—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3036. Dame Anna Milakofsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Fogel, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Fogel, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted against the said defendant.

Montreal, 3rd March, 1921.

S. ELIASOPH,
824—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2863.

Dame Gertrude Leclair, wife common as to property of James Montague-Harrison, of the same place, milk and ice dealer, has instituted an action in separation as to property against her husband, this 28th January, 1921.

PATTERSON & POULIOT,
1018—11-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3954. Rose Slamianski, of Montreal, wife common as to property of Joseph Herscovici, manager, of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs said Joseph Herscovici, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause March 7th, 1921.

Montreal, 7th March, 1921.

T. RHEAUME,
910—10-5 Attorney for plaintiff.

Assemblée

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER QUÉBEC CENTRAL.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer Québec Central aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien, Montréal, mercredi, le 20 avril mil neuf cent vingt-un, à 12 hrs, midi, pour élire deux administrateurs représentant les obligataires, tel que requis par la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire qui sera dûment soumise à la considération de ladite assemblée.

Pour les fins de l'assemblée, les livres de transfert fermeront mardi, le 12 avril, à 3 hrs p. m., et seront rouverts jeudi, le 21 avril 1921 à 10 hrs a. m.

Par ordre du conseil d'administration.

Le secrétaire,
H.-C. OSWALD.

Montréal, 5 mars 1921.

1125—13-3

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Québec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 20th April, one thousand nine hundred and twenty-one, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders as required by the constitution of the company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

For the purposes of the meeting, the transfer books will close on Tuesday, the 12th April, at 3 p. m., and will re-open on Thursday, the 21st April, at 10 a. m.

By order of the board,

H.-C. OSWALD,
Secretary.

Montreal, 5th March, 1921.

1126—13-3

Avis divers

Miscellaneous Notice

28 mars 1921.

Avis est par les présentes donné que, en vertu d'un arrêté en Conseil numéro 429, approuvé le 21 mars 1921, la "Charity Organization Society of Montreal" changera son nom pour celui de "Family Welfare Association of Montreal", après exécution des avis qu'exige la loi.

1187 Le secrétaire-général,
JOHN-B. DAWSON.

28th March, 1921.

Notice is hereby given that, by virtue of an Order in Council bearing number 429, approved on the 21st of March, 1921, the Charity Organization Society of Montreal will, after the completion of the notices required by law, change its name to the Family Welfare Association of Montreal.

1188 JOHN-B. DAWSON,
General Secretary.

Canada, Province de Québec, district de Montréal.

Règlement augmentant le nombre des directeurs de la "Northwestern Oil Company, Limited, "No Personal Liability".

Attendu que le nombre des directeurs de la "Northwestern Oil Company, Limited, "No Personal Liability" est fixé à 3 par ses lettres patentes, et qu'il est à propos d'augmenter leur nombre.

Qu'il soit en conséquence résolu :—

"Que le règlement 5 de la compagnie soit et est par les présentes abrogé et que le règlement suivant soit ici adopté comme règlement 5 de la compagnie."

REGLEMENT V

"Administrateurs".

Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de 9 administrateurs qui seront élus chaque année par les actionnaires, et ces élections se feront au scrutin.

Tout actionnaire sera qualifié pour agir comme administrateur.

Advenant le cas où les actionnaires éliraient moins que 9 directeurs à leur assemblée première ou annuelle, ou au cas où un ou plus d'un des directeurs sortiraient d'office, la vacance ainsi créée peut être remplie, durant le reste du terme d'office, par une résolution du conseil d'administration.

Trois administrateurs formeront quorum à toutes assemblées, sauf si le conseil se compose de trois directeurs seulement; alors deux directeurs formeront quorum.

Daté à Montréal, ce 24 mars 1921.

Le président,
ERNEST-W. DAWSON.

Je, James-Hedley Mann, de Montréal, secrétaire de la "Northwestern Oil Company, Limited, No Personal Liability", certifie que la copie ci-haut en est une véridique et conforme d'un règlement de ladite compagnie, à l'effet de porter de 3 à 9 le nombre des directeurs, et que le présent règlement a été adopté par résolution du conseil d'administration, dans la cité de Montréal, le 24 mars 1921, ratifié et homologué le même jour par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital représenté par les actionnaires à une assemblée spéciale dûment convoquée pour en délibérer.

Montréal, 29 mars 1921.

1211 Le secrétaire,
J.-H. MANN.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

By-law increasing number of the directors of the "Northwestern Oil Company, Limited, "No Personal Liability".

Whereas the number of the directors of the "Northwestern Oil Company, Limited, "No Personal Liability", is fixed at 3 by its letters patent and it is expedient to increase their number.

Be it therefore resolved :—

"That by-law 5 of the company be and the same is hereby rescinded and the following by-law is hereby enacted as by-law 5 of the company."

BY-LAW V

"Directors".

The affairs of the company shall be managed by a board of 9 directors who shall be elected annually by the shareholders, and such elections shall take place by ballot.

Any shareholder shall be qualified for election as a director.

In the event of the shareholders electing less than 9 directors at their first or annual meeting, or in the event of one or more directors retiring from the board, the vacancy thus created may be filled for the unexpired term of office, by a resolution of the board of directors.

Three directors shall form a quorum at all meetings, except in the event of only three directors remaining on the board in which event two directors shall form a quorum.

Dated at Montreal, this 24th day of March, 1921.

ERNEST-W. DAWSON,
President.

I, James-Hedley Mann, of Montreal, secretary of the "Northwestern Oil Company, Limited, No Personal Liability", do certify the foregoing as a true and correct copy of a by-law of the said company, to increase the number of its directors from 3 to 9, and this by-law was enacted by a resolution of the board of directors, at the city of Montreal, on the 24th day of March, 1921, and ratified and confirmed on the same day by a vote of at least two thirds in value of the stock represented by the shareholders at a special meeting duly called for considering the same.

Montreal, 29th March, 1921.

1212 J.-H. MANN,
Secretary.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-SIMARD, LIMITEE.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-SIMARD, LIMITEE.

REGLEMENT No 4

BY-LAW No 4.

*Décrétant la diminution du nombre des directeurs.**Enacting the diminution of the number of directors.*

Adopté le 9 mars 1921.

Adopted on the 9th March, 1921.

Attendu qu'il est opportun de réduire le nombre des directeurs de sept à cinq, en conséquence les directeurs de la compagnie Tremblay-Simard, limitée, décrètent ce qui suit :

1.—L'article 10 du règlement No 1 concernant la régie interne de la compagnie est amendé en remplaçant le mot sept par le mot cinq dans la première ligne de cet article.

(Signé) "J.-A. TREMBLAY, président",
"RAY. BELLEAU, secrétaire".

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie Tremblay-Simard, limitée, certifie que ce qui précède est une copie exacte et véritable du règlement No 4, adoptée par le bureau de direction de cette compagnie le 9 mars 1921 et approuvée par le vote des actionnaires représentant plus des deux-tiers en valeur du capital à une assemblée générale spéciale d'abord convoquée à cet effet, et tenue le 9 mars 1921.

1235

Whereas it is expedient to reduce the number of the directors from seven to five, therefore the directors of La Compagnie Tremblay-Simard, limitée, enact as follows :

1.—Article 10 of by-law No. 1 respecting the internal management of the company is amended by replacing the word seven by the word five in the first line of the said article.

(Signed) "J.-A. TREMBLAY, president,"
"RAY. BELLEAU, secretary."

I, the undersigned, secretary of La Compagnie Tremblay-Simard, limitée, certify that the foregoing is a true and exact copy of by-law No. 4 adopted by the board of directors of the said company on the 9th of March, 1921 and approved by the vote of the shareholders representing more than the two thirds in value of the capital at a special general meeting duly convened for such purpose, and held on the 9th of March, 1921..

1236

Avis est par le présent donné que "The Coca Cola Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. Carl-B. Elliot, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau-chef d'affaires, dans cette cité, au numéro 640 rue Saint-Paul, en remplacement de M. K.-A. MacAlpine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril 1921.

1259 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that "The Coca Cola Company", authorized to do business in this Province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. Carl-B. Elliot, of the city of Montreal, its chief agent, with head office in said city at the No. 640 Saint Paul street, in the place and stead of Mr. K.-A. MacAlpine.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1921.

1260 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Bureaux chef

Head Offices.

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la "Northern Amusements, Limited", constituée en corporation par lettres-patentes de la province de Québec, le 1er décembre 1920, et dont la principale place d'affaires est dans la cité et le district de Montréal, a établi son bureau au No 335 rue Saint-Laurent. A Montréal, à compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Montréal, le 21 mars 1921.

1195 Le secrétaire,
CHS-M. COTTON.

Province of Quebec, district of Montreal.

Notice is hereby given that the Northern Amusements, Limited, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the 1st day of December, 1920, and having its chief place of business in the city and district of Montreal, has established its office at No. 335 Saint Lawrence street, Montreal. From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, 21st March, 1921.

1196 CHS-M. COTTON,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de la compagnie "Quality Tool Works, Limited" incorporée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 24 novembre 1920, est situé au numéro 222, rue Notre-Dame-Ouest, à Montréal.

1203 Le secrétaire-trésorier,
J. HURTUBISE.

Notice is hereby given that the head office of the company "Quality Tool Works, Limited" incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, the 24th November, 1920, is situated at No. 222, Notre-Dame street West, Montreal.

1204 J. HURTUBISE,
Secretary Treasurer.

Compagnie dissoute

La compagnie "The Rosemount Land & Improvement Company".

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Rosemount Land & Improvement Company", constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du seizième jour de janvier 1903, et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, est dissoute, conformément à l'article 6136 S.R.Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1205 C.-J. SIMARD.

Company dissolved

"The Rosemount Land & Improvement Company".

Notice is hereby given that the company "The Rosemount Land & Improvement Company", incorporated by letters patent of this Province, dated the 16th January, 1903, and having its chief place of business at Montreal, is dissolved, pursuant to article 6136 Q.R.S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,
1206 Assistant Provincial Secretary.

Faillite—avis de

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 135.

Lewis-S. Jaslow, Inc., en liquidation.

Avis est par les présentes donné que les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints de la compagnie ci-haut, par jugement rendu le 23 mars 1921.

Les créanciers de la dite compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des réclamations contre icelle doivent les produire aux bureaux des liquidateurs, 924 immeuble "Power", 83 Ouest, rue Craig, Montréal, le ou avant le 23 avril prochain 1921.

Les liquidateurs conjoints,
W.-G. FINLAYSON,
GEO GARDINER.

Montréal, le 23 mars 1921 1189

Bankrupt Notice

Under the Winding Up Act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 135.

Lewis-S. Jaslow, Inc., in liquidation.

Notice is hereby given that the undersigned were appointed joint liquidators of the above company by judgment rendered on the 23rd day of March, 1921.

The creditors of the said company in liquidation and all parties having claims against it must file their claims with the liquidators at their office No. 924 Power building, 83 Craig street West, Montreal, on or before the 23rd day of April next, 1921.

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Joint liquidators.

Montreal, 23rd March, 1921. 1190

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Je, soussigné, Thomas-J. Coulter, comptable, des cité et district de Montréal, donne ici avis que, par jugement de la Cour supérieure en date du 1er avril 1921, j'ai été nommé liquidateur de la société dissoute "N. Levinson & Company", qui fait dans la cité de Montréal, le commerce de fourrures non ouvrées.

Montréal, 1er avril 1921.
Le liquidateur,
THOMAS-J. COULTER.

Suite 606-607, immeuble "Shaughnessy",
137, rue McGill,
Montréal, Qué. 1207

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

I, the undersigned, Thomas-J. Coulter, accountant, of the city and district of Montreal, do hereby give notice that by a judgment of the Superior Court, dated 1st April, 1921, I have been appointed liquidator to the dissolved partnership "N. Levinson & Company", carrying on business in the city of Montreal as raw fur merchants.

Montreal, 1st April, 1921.
THOMAS-J. COULTER,
Liquidator.

Suite 606-607 "Shaughnessy" building,
137, McGill street,
Montreal, Que. 1208

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 70.

In re: Louis Green, bijoutier et importateur, Montréal, débiteur vs Julius Josefo, demandeur.

Un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à contestation jusqu'au 20ième jour d'avril 1921.

Daté à Montréal, ce 4ième jour d'avril 1921.

Les curateurs,
FELIX-ROMEO PAQUET
1219 & JOSEPH-OMER BONNIER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 70.

In re: Louis Green, jeweler and importer, Montreal, insolvent vs Julius Josefo, petitioner.

A first and final dividend has been prepared in the above mentioned matter and will be opened for contestation until the 20th day of April, 1921.

Dated at Montreal, this 4th day of April, 1921.

FELIX-ROMEO PAQUET
1220 & JOSEPH-OMER BONNIER,
Curators.

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure, No 77.

In re: I. Strulovitch & Company, 1244 rue
Wellington, Verdun, Qué., débiteur vs A.-L.
Share, demandeur.

Un premier et dernier dividende a été préparé
en cette affaire, et sera ouvert à contestation
jusqu'au 18 avril 1921.

Daté à Montréal, ce 2ième jour d'avril 1921.

Les curateurs,
FELIX-ROMEO PAQUET &
JOSEPH-OMER BONNIER.

1221

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 77.

In re: I. Strulovitch & Company, 1244
Wellington street, Verdun, Que., insolvent vs
A.-L. Share, petitioner.

A first and final dividend has been prepared
in the above mentioned matter, and will be open
for contestation until the 18th of April, 1921.

Dated at Montreal, this 2nd day of April, 1921.

FELIX-ROMEO PAQUET &
JOSEPH-OMER BONNIER,
Curators.

1222

Minutes de notaire

Québec, 6 avril 1921.

Avis est par le présent donné, conformément
aux dispositions du Code du notariat, qu'une
requête a été transmise au lieutenant-gouver-
neur, en conseil, par M. Louis-Joseph-Arthur-
Marcel Jodoin, notaire, résidant et pratiquant
à Waterloo, comté de Shefford, district de Bed-
ford, par laquelle il demande le transfert, en sa
faveur, des minutes, répertoire et index de feu
Louis Jodoin, en son vivant notaire, du même
lieu.

Le secrétaire de la province,
1263—14-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 16 mars 1921.

Avis est par le présent donné, conformément
aux dispositions du Code du notariat, qu'une
requête a été présentée au lieutenant-gouverneur
en Conseil par M. Maurice Lussier, notaire, pra-
tiquant et demeurant à Danville, comté de Rich-
mond, par laquelle il demande le transfert, en sa
faveur, des minutes, répertoire et index de M.
Henri Girard, notaire, du même lieu, qui a volon-
tairement cessé de pratiquer comme tel, et aussi
du greffe de feu F.-A. Brien, en son vivant no-
taire, aussi de Danville, et dont ledit Henri Gi-
rard était dépositaire en vertu d'un arrêté en
Conseil en date du 26 mars 1906.

Le sous-secrétaire de la province,
991—11-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 10 mars 1921.

Avis est par le présent donné, conformément
aux dispositions du Code du notariat, qu'une
requête a été transmise au lieutenant-gouver-
neur en Conseil par M. J.-A. Thibault, notaire,
de Roberval, par laquelle il demande le transfert,
en sa faveur, des minutes, répertoire et index de
feu le notaire Côme L.-A. Morisset, en son vivant
du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
933—10-5 C.-J. SIMARD.

Ventes par encan

Loi des faillites de 1920.

Re: "Traders Company, Limited", Bucking-
ham, en faillite.

Avis est ici donné que le syndic soussigné
vendra les propriétés immobilières suivantes à
la porte de l'église catholique romaine de la
paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazienne, dans la
ville de Buckingham, à l'enchère publique,
MERCREDI, le QUATRIEME jour de MAI

Notarial Minutes

Quebec, 6th April, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the
provisions of the Notarial Code, that application
is made to the Lieutenant-Governor in Council,
by Mr. Louis-Joseph-Arthur-Marcel Jodoin,
notary, residing and practising at Waterloo,
county of Shefford, district of Bedford, whereby
he prays for the transfer, in his favor, of the
minutes, repertory and index of the late Louis
Jodoin, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
1264—14-5 Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 16th March, 1921.

Notice is hereby given, pursuant to the provi-
sions of the Notarial Code, that application has
been made to the Lieutenant Governor in Coun-
cil by Mr. Maurice Lussier, notary, practising
and residing at Danville, county of Richmond,
by which he asks for the transfer, in his favor, of
the minutes, repertory and index of Mr. Henri
Girard, notary, of the same place, who has vol-
untarily ceased to practise as such, and also of
the greffe of the late F.-A. Brien, in his lifetime
notary, also of Danville, and of which the said
Henri Girard was the despositary in virtue of an
Order in Council dated the 26th March, 1906.

C.-J. SIMARD,
992—11-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 10th March, 1921.

Notice is hereby given, pursuant to the provi-
sions of the notarial Code, that application is made
to the Lieutenant-Governor in Council by Mr.
J.-A. Thibault, notary, of Roberval, whereby
he asks for the transfer, in his favor, of the mi-
nutes, repertory and index of the late notary
Côme L.-A. Morisset, in his lifetime of the same
place.

C.-J. SIMARD,
934—105 Assistant Provincial Secretary.

Auction Sales

Bankruptcy Act of 1920.

Re: "Traders Company Limited" Bucking-
ham, bankrupt.

Notice is hereby given that the undersigned
trustee will sell the following immoveable
properties at the door of the roman catholic
church in the parish of Saint-Grégoire-de-
Nazienne, in the town of Buckingham, by public
auction, on WEDNESDAY, the FOURTH day

1921, à DIX heures de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, argent comptant : Tout ce certain immeuble sis et situé du côté est de la rue Principale, dans la ville de Buckingham, dans le comté de Labelle, connu et décrit comme suit :

Les numéros de subdivisions un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit du lot originaire numéro quatre cent neuf.

Les numéros de subdivision un, deux, trois du lot originaire numéro quatre cent huit.

Les numéros de subdivision numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf.

Le tout conformément aux plan et livre de renvoi officiels du village (maintenant ville) de Buckingham—avec les bâtisses et annexes s'y rattachant.

Laquelle propriété est bornée à l'est par les portions desdits lots quatre cent neuf et trois cent quatre-vingt-dix-neuf, vendus par la "Traders Company" à Alexandre Paquet, à l'ouest par la rue Principale et au sud par partie du lot quatre cent et les autres parties du lot quatre cent huit, dans ladite ville de Buckingham.

CONDITIONS DE VENTE

1. L'acheteur paiera 25% du prix d'achat lors de l'adjudication, ledit montant pour être confisqué si le résidu du prix de vente n'est pas payé lorsque l'acte de vente sera prêt pour signature ;

2. L'acheteur paiera tous frais et honoraires de l'acte de vente et de l'enregistrement d'icelui, de même que le coût d'une copie pour l'usage du syndic, ledit acte de vente devant être passé devant le notaire que choisira le syndic ;

3. L'adjudication sera en tout temps sans garantie de contenance de la propriété immobilière, mais cette adjudication transférera tous droits y afférents dont la compagnie aura eu l'exercice, de même que toutes les servitudes, actions y attachées, même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les conditions présentes ;

4. L'acheteur déclare ici avoir examiné les immeubles susdécrits et en être absolument satisfait ;

5. Chaque enchère implique consentement d'acheter la chose au prix offert, sauf offre plus élevée ;

6. L'acheteur signera les présentes conditions de vente immédiatement après l'adjudication, et cette signature équivaudra à son entier endossement de chacune des conditions ici mentionnées ;

7. L'acheteur paiera en sus du prix d'achat (sept et demi pour cent) 7½% de ce prix en commission aux encanteurs, aux syndics, plus les droits du gouvernement ;

8. L'acheteur remboursera le syndic de la proportion de la prime d'assurance affectant lesdits immeubles, pour la période expirée couverte par lesdits primes, aussi la proportion de taxes, etc. ;

9. L'occupant actuel desdits lieux continuera à les occuper jusqu'au 31 mai 1921, sans charge.

Pour plus ample informé, s'adresser au sous-signé.

Le syndic autorisé,
J.-G. DUHAMEL.

92 Est, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 23 mars 1921. 1149—13-2

of MAY, 1921, at the hour of TEN of the clock in the forenoon to the highest and last bidder for cash : All that certain immoveable property situate and lying on the east side of Main street, in the town of Buckingham, in the county of Labelle, known and described as follows :

The subdivision numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight of the original lot number four hundred and nine.

The subdivision numbers one, two, three of the original lot number four hundred and eight.

The subdivision numbers one, two, three, four, five, six of the original lot number three hundred and ninety nine.

The whole according to the official plan and book of reference of the village (now town) of Buckingham—together with the buildings and appurtenances thereto belonging.

Which property is bounded towards the east by the portions of said lots four hundred and nine and three hundred and ninety nine, sold by the "Traders Company" unto Alexandre Paquet, towards the west by Main street and towards south by part of lot four hundred and the remainin portions of lot four hundred and eight, in the said town of Buckingham.

CONDITIONS OF SALE.

1. The purchaser shall pay 25% of the purchase price immediately upon adjudication, said amount to be forfeited if the balance of the purchase is not paid when the deed of sale is ready for signature ;

2. The purchase shall pay all costs and fees of his deed of sale and the registration of same, as well as the cost of a copy for the trustee, the said deed of sale to be passed before a notary of the trustee own choice ;

3. Adjudication shall at all times be without warranty as to the contents of the immoveable property, but such adjudication shall transfer all rights appertaining thereto and which the company could have exercised as well as all active servitudes attached thereto, even, though such servitudes are not mentioned in the present conditions ;

4. The purchaser declares by these presents having examined the immoveables above described and to be perfectly satisfied with same ;

5. Every bid shall imply the agreement to purchase the thing at price offered on the condition that no higher regular bid is forthcoming ;

6. The purchaser shall sign the present conditions of sale immediately after adjudication, and such signature shall imply his entire approval of each and every one of the conditions mentioned therein ;

7. The purchaser shall pay over and above the purchase price (seven and a half per cent) 7½% of such price as commission to the auctioneers, to the trustees and government duties ;

8. The purchaser shall reimburse the trustee that proportion of the insurance premium affecting the said immoveables, for the unexpired period covered by the said premiums also proportion of taxes, &c. ;

9. That the present tenant occupying the said premises continue to occupy them till the 31st May, 1921, without any charges.

For further information, apply the undersigned.

J.-G. DUHAMEL,
Authorized trustee.

92, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 23rd March, 1921. 1150—13-2

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, MERCREDI, le ONZIEME jour de MAI 1921, chez Fraser, Frères, encanteurs, 453 rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés, sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,

par l'agent général du bagage,

Montréal, 18 mars 1921. J.-O. APPS.
1039—12-6

AVIS

Le 3 mai 1921, les compagnies "Canadian et American Railway Express" vendront à Montréal, Qué., tous effets non réclamés, détenus, dans leurs divisions respectives, antérieurement au 1er mars 1920.

Le surintendant,

A.-J. SEATON.

"Canadian Express Company,"

957—11-6 Montréal, Qué.

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1921, at Fraser Brothers, auctioneers, 453 Saint-James street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained, in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve months.

THE CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,

Per J.-O. APPS.

General baggage agent.

Montreal, 18th March, 1921. 1040—12-6

NOTICE

On 3rd May, 1921, the Canadian and American Railway Express Companies will sell at Montreal, Que., all unclaimed shipments, which have been on hand, in their respective divisions, since previous to 1st March, 1920.

A.-J. SEATON,

Superintendent,

"Canadian Express Company",

958—11-6 Montreal, Que.

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 6605.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, le 2 avril 1921, dans une cause dans laquelle Ernest Tremblay, forgeron, du village de la Rivière-du-Moulin, est demandeur; et Pitre Laberge, tant personnellement que comme chef de la communauté existant avec son épouse, Dame Zélie Bouchard, et qu'en sa qualité de tuteur à son enfant mineur, Lorenzo Laberge, et Patrick Laberge, tous deux du village de la Rivière-du-Moulin; Cécile Laberge, épouse de Patrick Dumais, marchand à Chicoutimi, et ce dernier mis en cause pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un terrain situé au village de la Rivière-du-Moulin, mesurant environ soixante-quinze pieds de largeur par cent huit pieds de profondeur, plus ou moins, formant partie des lots soixante-onze A et soixante-douze A (71-A et 72-A) du premier rang nord-est du chemin Sydenham, du canton Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, et compris dans les bornes suivantes: vers le nord-est au chemin public, vers le sud-ouest partie au terrain de Onésime Bouchard et partie au terrain de Ernest Tremblay, du côté sud-est au terrain de Ernest Tremblay et du côté nord-ouest au terrain de Almas Savard—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur ce terrain et toutes dépendances.

L'immeuble ci-haut décrit et désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DOUZIEME jour de MAI, prochain (1921), cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, dans la ville de Chicoutimi sujet aux charges, clauses et conditions induquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 6605.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, on the 2nd April, 1921, in a cause wherein Ernest Tremblay, blacksmith, of the village of Rivière-du-Moulin, is plaintiff; and Pitre Laberge, both personally and as head of the community existing with his wife, Dame Zélie Bouchard, and in his quality of tutor to his minor child, Lorenzo Laberge, and Patrick Laberge, both of the village of Rivière-du-Moulin, Cécile Laberge, wife of Patrick Dumais, merchant, of Chicoutimi, and the latter a party hereto to authorize his said wife for the purposes hereof, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit:

A lot of land situate at the village of Rivière-du-Moulin, measuring about seventy five feet in width by one hundred and eight feet in depth, more or less, forming part of the lots seventy one A and seventy two A (71-A and 72-A) of the first northeast range of Sydenham road, of the township of Chicoutimi, on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, and comprised within the following boundaries: towards the northeast by the public road, towards the southwest partly by the land, of Onésime Bouchard and partly by the land of Ernest Tremblay, on the southeast side by the land of Ernest Tremblay and on the north-west side by the land of Almas Savard— together with all the budilgings erected on this land and all dependencies.

The immovable above described and designated will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWELFTH day of MAY, 1921, sitting the Court, in the Court Room, of the Court House, in the town of Chicoutimi, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the

jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Chicoutimi, 4 avril 1921.

Le procureur du demandeur,
1193—14-2 ELZ. LEVESQUE.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 8570.

Francis-W. Heathers, demandeur ; vs Dame Sarah Ann Heathers *et al.*, défendeurs ; et les héritiers de Dame Ellen Heathers, défendeurs en reprise d'instance.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Joliette, district de Joliette, le 8 mars 1921, dans une cause dans laquelle Francis-W. Heathers, menuisier à Lancaster, dans la province d'Ontario, actuellement de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, dans le district de Joliette, est demandeur ; et Dame Sarah Ann Heathers, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, district de Joliette, veuve de feu Ed. Perry, en son vivant du même lieu ; Dame Charlotte Heathers, de la même paroisse, veuve de feu John Baxter, en son vivant du même lieu ; Dame Eliza Heathers, de Brockville, dans la province d'Ontario, épouse commune en biens de Richard Potter, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et aussi personnellement en autant que ses intérêts peuvent être concernés ; James Stafford, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, district de Joliette ; Dame Helen Heathers, de Winnipeg, dans la province de Manitoba, épouse commune en biens de Herbert Armshaw, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et aussi personnellement en autant que ses intérêts peuvent être concernés ; Dame Maggie Heathers, de Santiago, état de Californie, un des États-Unis de l'Amérique du Nord, épouse commune en biens de James Norton, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et aussi personnellement en autant que ses intérêts peuvent être concernés ; Dame Sarah-Ann Heathers, fille majeure et usant de ses droits ; de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, district de Joliette ; Dame Martha Heathers, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Herbert Evans, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et aussi personnellement en autant que ses intérêts peuvent être concernés ; Dame Lizzie Heathers, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de R. Compton, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et aussi personnellement en autant que ses intérêts peuvent être concernés ; William Stafford, des cité et district de Montréal ; Dame Sarah Stafford, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Guilbord, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et aussi personnellement en autant que ses intérêts peuvent être concernés ; Thomas Stafford, des cité et district de Montréal, et Dame Maggie Stafford, des cité et district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, sont défendeurs ; le dit Francis-W. Heathers, le demandeur, demandeur par reprise d'instance, et les héritiers de feu Dame Helen Heathers, en son vivant de Winnipeg, dans la province de Manitoba, épouse commune en biens de Herbert Arms-

prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Chicoutimi, 4th April, 1921.

ELZ. LEVESQUE,
1194—14-2 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 8570.

Francis-W. Heathers, plaintiff ; vs Dame Sarah-Ann Heathers *et al.*, defendants ; and the heirs of Dame Ellen Heathers, defendants in continuance of suit.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Joliette, district of Joliette, on the 8th March, 1921, in a cause wherein Francis-W. Heathers, joiner, of Lancaster, in the Province of Ontario, presently of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, in the district of Joliette, is plaintiff ; and Dame Sarah-Ann Heathers, of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, district of Joliette, widow of the late Ed. Perry, in his lifetime of the same place ; Dame Charlotte Heathers, of the same parish, widow of the late John Baxter, in his lifetime of the same place ; Dame Eliza Heathers, of Brockville, in the Province of Ontario, wife common as to property of Richard Potter, of the same place and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and also personally in so far as his interests may be concerned ; James Stafford, of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, district of Joliette ; Dame Helen Heathers, of Winnipeg, in the Province of Manitoba, wife common as to property of Herbert Armshaw, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and also personally in so far as his interests may be concerned ; Dame Maggie Heathers, of Santiago, state of California, one of the United States of America, wife common as to property of James Norton, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and also personally in so far as his interests may be concerned ; Dame Sarah-Ann Heathers, spinster of age in the full exercise of her rights, of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, district of Joliette ; Dame Martha Heathers, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Herbert Evans, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and also personally in so far as his interests may be concerned ; Dame Lizzie Heathers, of the city and district of Montreal, wife common as to property of R. Compton, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and also personally in so far as his interests may be concerned ; William Stafford of the city and district of Montreal ; Dame Sarah Stafford, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Thomas Guilbord, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof and also personally in so far as his interests may be concerned, and Dame Maggie Stafford, of the city and district of Montreal, spinster in the full exercise of her rights, are defendants ; the said Francis-W. Heathers, the plaintiff, plaintiff in continuance of suit, and the heirs of the late Dame Helen Heathers, in her lifetime of Winnipeg, in the Province of Manitoba, wife common as to property of Herbert Armshaw, of the same place, are defendants in continuance

haw du même lieu, sont défendeurs en reprise d'instance, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

a. Le lot étant la moitié nord-est du lot No 421 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare; le dit lot contenant cinq arpents de front par treize arpents de profondeur, borné comme suit : En front au nord-ouest par le dixième rang dudit plan et livre de renvoi officiels, en arrière au sud-est par le lot No 422 desdits plan et livre de renvoi, d'un côté au sud-ouest par la balance dudit lot No 421, de l'autre côté au nord-est par le lot No 423 desdits plan et livre de renvoi—ledit lot avec les bâtisses ci-dessus érigées :

b. Les huit neuvièmes indivis de la moitié sud-ouest du lot connu et désigné comme étant le lot No 421 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, ladite moitié sud-ouest contenant cinq arpents de front par treize arpents de profondeur borné comme suit : De front au nord-ouest par le dixième rang dudit plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, à l'arrière au sud-est par le lot No 422 desdits plan et livre de renvoi, d'un côté au sud-ouest par le lot No 420 desdits plan et livre de renvoi et de l'autre côté au nord-est par l'autre moitié dudit lot No 421 ;

c. Les trois neuvièmes indivis de la moitié nord-est du lot connu et désigné comme étant le lot No 420 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, ladite moitié nord-est étant bornée comme suit : En front au nord-ouest par le dixième rang des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare ; à l'arrière au sud-est par le lot No 419 dudit plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-est par le lot No 421 dudit plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au sud-ouest par l'autre moitié dudit lot No 420.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le NEUVIEME jour de MAI 1921, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Joliette, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, ce 5 avril 1921.

Les procureurs du demandeur,
LAMOTHE, GADBOIS, NANTEL &
1217—14-2 CHARBONNEAU.

of suit, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

a. A lot of land being the northeast half of the lot No. 421 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, the said lot containing five arpents in front by thirteen arpents in depth, bounded as follows : in front to the northwest by the tenth range, of said official plan and book of reference, in rear to the southeast by the lot No. 422 of said official plan and book of reference, on one side to the southwest by the residue of said lot No. 421, and on the other side to the northeast by the lot No 423 of said official plan and book of reference—the said lot with the buildings thereon erected ;

b. The undivided eighth-ninths of the southwest half of the lot known and designated as being the lot No. 421 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, the said southwest half containing five arpents in front by thirteen arpents in depth, bounded as follows : in front to the northwest by the tenth range of the said official plan and book of reference of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, in rear to the southeast by the lot No. 422 of said official plan and book of reference, on one side to the southwest by the lot No. 420 of said official plan and book of reference and on the other side to the northeast by the other half of said lot No. 421 ;

c. The undivided three ninths of the northeast half of the lot known and designated as being the lot No. 420 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare, the said northeast half being bounded as follows : in front to the north west by the tenth range of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare ; in rear to the southeast by the lot No. 419 of the said official plan and book of reference ; on one side to the northeast by the lot No. 421 of said official plan and book of reference, and on the other side to the southwest by the other half of said lot No. 420.

The above described immovable will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder on the NINTH day of MAY, 1921, sitting the Court, in the Court room of the Joliette Court house, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 5th. 1921.

LAMOTHE, GADBOIS, NANTEL &
CHARBONNEAU,
1218—14-2 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2372.

Avis public est par les présentes donné que par jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 15 janvier 1921, dans une cause dans laquelle Josepy-Amédée Turcot, de la cité et du district de Montréal, comptable est demandeur et Frédérick-W. Richards, marchand-tailleur, Robert Lincoln Ri-

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2372.

Public notice is hereby given that in and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 15th day of January 1921, in a cause wherein Joseph Amédée Turcot of the city and district of Montreal, accountant is plaintiff ; and Frederick W. Richards, merchant tailor, Robert Lin-

chards, gérant, tous deux de la cité et du district de Montréal, dame Lily Richards, du village de Senneville, district de Montréal, épouse séparée de biens de Geo.-A. McBean, agent du même lieu et le dit Geo.-A. McBean pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, lieu dit le dit Geo.-A. McBean pour tutoriser son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir : "deux lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les Nos 2 et 3 de la subdivision du lot No 1537 (1537-2-3) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, ces lots ayant front sur la rue Dorchester Ouest."

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur à la séance de la Cour supérieure dans la division de pratique ou à toute autre chambre que l'honorable juge siégeant dans la division de pratique pourra référer, au palais de justice de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain 1921, à DIX heures ET DEMIE de l'avant midi, heure de Montréal sujet aux charges et conditions portées au cahier des charges, déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour ; et que toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doivent être produites au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour sus-mentionné pour la vente et l'adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de produire lesdites oppositions dans les délais prescrits aux présentes elles seront forcloses du droit de le faire Montréal, 6 avril 1921.

Les procureurs du demandeur.
KAVANAGH, LAJOIE ET LACOSTE.
7 Place d'Armes. 1249—14-2

coln Richards, manager both of the city and district of Montreal, Dame Lily Richards, of the village of Senneville, district of Montreal, wife separate as to property of Geo. A. McBean, agent of the same place and the said Georges A. McBean to authorize his said wife for the purposes of this case are defendants ; ordering the licitation of the following immovables : "two lots of land situated in the city of Montreal known and designated as being Nos 2 and 3 of the subdivision lot No. 1537 (1537-2-3) of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward—with the buildings thereon erected ; said lots bounded in front by Dorchester street West."

The above immovables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder at the sitting of the Superior Court, in the practice division thereof, or in all other room that the sitting judge in the practice division may refer, at the Montreal Court House on the TENTH day of MAY next 1921, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon Montreal time, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 6, 1921.
KAVANAGH, LAJOIE AND LACOSTE,
Attorneys for plaintiff.
7 Place d'Armes. 1250—14-2

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 5 avril 1921, dans une cause dans laquelle Emery Lavigne, lithographe, de la cité de Montréal, district de Montréal ; Charles-Auguste-Gustave Lavigne, commis aux village de la Tuque, district de Trois-Rivières ; Régina Lavigne, fille majeure, Adélie Lavigne, fille majeure, Elisabeth Lavigne, fille majeure, et Eugène Lavigne, comptable, tous quatre de la cité d'Outremont, dit district, sont demandeurs ; et Dame Corinne Provencher, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Baptiste-Edmond Lavigne, du même lieu, et le dit Jean-Baptiste-Edmond Lavigne tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux présentes ; Albina Provencher, du même lieu, épouse séparée de biens de L.-W. Beaugard, médecin, aussi du même lieu, et le dit L.-W. Beaugard pour autoriser sa dite épouse aux présentes ; Emile Provencher, Léon Provencher, Champlain Provencher, Emery Provencher, Lionel Lavigne, tous de ladite cité de Montréal, et G.-A. Henri Dufresne, médecin, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs ; Raoul, Lucien et Paul Lavigne issus du premier mariage de Dame Henriette Dufresne, du village de Rosemere, district de Montréal, épouse en secondes noces, contractuellement séparée de biens de Alfred Bourret, avec feu Alphonse-T. Lavigne, sont défendeurs, ordonnant la licitation

Notice is given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 5th April, 1921, in a cause wherein Emery Lavigne, lithographer, of the city of Montreal, district of Montreal ; Charles-Auguste-Gustave Lavigne, clerk, of the village of La Tuque ; Regina Lavigne, clerk, of the village of La Tuque ; district of Three Rivers ; Regina Lavigne, spinster of age, Adélie Lavigne, spinster of age, Elisabeth Lavigne, spinster of age, and Eugène Lavigne, accountant, all four of the city of Outremont, said district, are plaintiffs ; and Dame Corinne Provencher, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Jean-Baptiste-Edmond Lavigne, of the same place, and the said Jean-Baptiste-Edmond Lavigne both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof ; Albina Provencher, of the same place, wife separate as to property of L.-W. Beaugard, doctor of medicine, also of the same place, and the said L.-W. Beaugard to authorize his said wife for the purpose thereof ; Emile Provencher, Léon Provencher, Champlain Provencher, Emery Provencher, Lionel Lavigne, all of the said city of Montreal, and G.-A.-Henri Dufresne, doctor of medicine, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to the minor children ; Raoul, Lucien and Paul Lavigne, issued of the first marriage of Dame Henriette Dufresne, of the village of Rosemere, district of Montreal, wife by a second marriage and contractually

de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Un lot de terre de forme irrégulière situé rue Cadieux, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sous le No 573, contenant 86 pieds et 3 pouces de largeur sur la devanture, de 84 pieds et 3 pouces de largeur en arrière sur 125 pieds de profondeur, mesure anglaise ; de là, 42 pieds et 6 pouces de largeur sur 39 pieds et 6 pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, formant 12,335 pieds en superficie ; borné en front par la rue Cadieux, en profondeur par les numéros 564 et 569, d'un côté par les numéros 570 et 572, et de l'autre côté par les numéros 564 et 574, auxdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 454, 458, 462, 464 et 466 de la rue Cadieux ; un lot de terre de forme irrégulière situé à l'encoignure ouest des rues Cadieux et Demontigny, dans le quartier Saint-Louis, contenant 7,897 pieds, mesure anglaise, en superficie, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connu sous le numéro 572 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec deux maisons en brique à un étage, portant les numéros civiques 57, 59, 61 et 63 de la rue Demontigny-Est, et autres dépendances ; Revenu : \$3,576.00 ;

2. Deux lopins de terre situés sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Denis, à Montréal, portant les numéros 532 et 533 de la subdivision du numéro 15 sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, et contenant chacun 25 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; bornés au nord-est par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle portant le No 15-543, du côté nord-ouest par le No 15-534 et du côté sud-est par le numéro 15-531, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec deux maisons y érigées, portant les numéros 914, 916, 918, 920, 922 et 924 rue Saint-Denis, avec droit de passage dans la ruelle en commun avec d'autres ; Revenu : \$3,360.00 ;

3. Un emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, sur le niveau de la rue Sanguinet, contenant 90 pieds de front par une profondeur de 83 pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connu et désigné sous le numéro 680 sur le plan officiel et dans le livre de renvoi du dit quartier Saint-Louis—avec une maison en bois lambrissée en brique, à deux étages et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 232 et 234 de la rue Sanguinet ;

4. Un emplacement situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jacques, à l'encoignure ouest des rues Montcalm et Lagauchetière, connu sous le numéro 366, sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, contenant 42 pieds et 9 pouces de front par 84 pieds et 9 pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec une maison en brique à deux étages et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 611, 613 et 615 de la rue Lagauchetière-Est ; Revenu : \$1,056.00.

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le ONZIEME jour de MAI 1921, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Montréal, chambre No 31, à DIX heures ET DEMIE (heure de Montréal), de l'avant-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées

separate as to property of Alf. Bourret, with the late Alphonse-T. Lavigne, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

1. A lot of land of irregular outline situated on Cadieux street, known and designated on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, under the No. 573, containing 86 feet and 3 inches in width in front by 84 feet and 3 inches in width at the rear by 125 feet in depth, English measurement ; thence 42 feet and 6 inches in width by 39 feet and 6 inches in depth, English measurement and more or less, forming 12,335 feet in area more or less ; bounded in front by Cadieux street, in depth by the numbers 564 and 569, on one side by the numbers 570 and 572, and on the other side by the numbers 564 and 574 on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 454, 458, 462, 464, and 466 of Cadieux street ; and a lot of land of irregular outline situate on the west corner of Cadieux and Demontigny streets, in Saint-Louis ward, containing 7,897 feet, English measurement in area, all more or less, without warranty of exact measurement, known under the number 572 on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward—with two one story brick houses, bearing the civic numbers 57, 59, 61 and 63 of Demontigny street east and other dependencies ; Revenue : \$3,576.00 ;

2. Two lots of land situated on the south west side of Saint-Denis street, at Montreal, bearing the numbers 532 and 533 of the subdivision of number 15 on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste, in the county of Hochelaga, and containing, each lot 25 feet in width by 100 feet in depth, English measure and more or less ; bounded on the north-east by Saint-Denis street, in rear by a lane bearing the No. 15-543, on the north west side by the No. 15-534 and on the south-east by No. 15-531 of said official plan and book of reference—with two houses thereon erected bearing the numbers 914, 916, 918, 920, 922 and 924 Saint-Denis street, with a right of way in the lane in common with others. Revenue: \$3,360.00 ;

3. An emplacement situated in Saint-Louis ward, on the level of Sanguinet street, containing 90 feet in front by a depth of 83 feet, all English measurement and more or less, without warranty of exact measurement, known and designated under the number 680 on the official plan and book of reference of the said Saint-Louis ward—with a two story wooden house covered in brick and other buildings thereon erected, bearing the civic numbers 232 and 234 of Sanguinet street.

4. An emplacement situated in the city of Montreal, in Saint-James ward, on the west corner of Montcalm and Lagauchetière streets, known under the number 366 on the official plan and book of reference of the said Saint James ward, containing 42 feet and 9 inches in front by 84 feet and 9 inches in depth, all English measurement and more or less, without warranty of exact measurement—with a two store brick house and other buildings thereon erected, bearing the civic numbers 611, 613 and 615 of Lagauchetière street East ; Revenue : \$1,056.00.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the ELEVENTH day of MAY, 1921, sitting the Court in the Court room of the Court House, in Montreal, at HALF PAST TEN o'clock, (Montreal times), in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions

dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour ; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Montréal, 5 avril 1921.

Les avocats des demandeurs,
ST-GERMAIN, GUERIN &
1247-14-2 RAYMOND.

contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 6th April, 1921.

ST-GERMAIN, GUERIN &
RAYMOND,
1248-14-2 Attorneys for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF GASPÉ

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Dans la Cour supérieure.

Province de Québec, } MONTGOMERY
District de Gaspé, } & SONS, de
Comté de Bonaventure. } New-Richmond, marchands, demandeurs ;
No 3408. }
contre les biens et effets, les terres et héritages de RICHARD LAWLOR, de Maria, défendeur.

Un lopin de terre qui est la partie postérieure du lot de terre que possède Campbell Gilker, sis et situé dans le premier rang de Cascapédia, canton de Maria, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi cadastraux comme étant le lot numéro 3, faisant partie du lot E, d'environ un acre et demi en largeur par seize et trois quarts de profondeur, d'une superficie approximative de vingt-cinq acres, plus ou moins—avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigitte de Maria, à ONZE heures de l'avant-midi, JEUDI, le DOUZIEME jour de MAI prochain (1921).

Bureau du shérif, Le shérif,
W.-M. SHEPPARD.
New-Carlisle, 1er avril 1921. 1191-14-2
[Première publication, 9 avril 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir : } ARTHUR GAGNON, de
No 1116. } Petite-Madeleine, demandeur ; vs ALPHONSE GOUPIL, du même endroit, défendeur.

Un terrain comprenant les lots numéros (1) et (2) situé dans le 2ième rang de la seigneurie de Sainte-Madeleine, rivière Madeleine, comté et district de Gaspé, de la contenance de quatre arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; borné au nord par le fronteau, au sud par le lot numéro (3), à l'est par la rivière Madeleine et à l'ouest au bout de la dite profondeur—avec deux maisons et une grange dessus érigées, circonstances et dépendances.

Une autre terre sise et située au premier rang du canton Taschereau, en la mission de Saint-

SHERIFF'S SALE GASPÉ

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
In the Superior Court.

Province of Quebec, } MONTGOMERY
District of Gaspé, } & SONS, of
County of Bonaventure. } New-Richmond, merchants, plaintiffs ;
No. 3408. }
against the goods and chattels, land and tenements of RICHARD LAWLOR, of Maria, defendant.

A certain lot of land being the rear part of lot of the farm owned by Campbell Gilker, lying, being and situate in the first Cascapédia range, township of Maria, and now known on the cadastral plan and book of reference as lot number 3, forming part of lot E, being about one and one half acres in width by sixteen and three quarters acres in depth, making about twenty five acres in superficies, more or less—with a building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Brigitte, of Maria, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon, on THURSDAY, the TWELFTH day of MAY ensuing (1921).

Sheriff's office, W.-M. SHEPPARD,
Sheriff, C.B.
New-Carlisle, 1st April, 1921. 1192-14-2
[First publication, 9th April, 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit : } ARTHUR GAGNON, of
No. 1116. } Petite-Madeleine, plaintiff ; vs ALPHONSE GOUPIL, of the same place, defendant.

A lot of land comprising the lots numbers (1) and (2) situated in the 2nd range of the seignory of Sainte-Madeleine, rivière Madeleine, county and district of Gaspé, containing four arpents in depth, the whole more or less ; bounded on the north by the front range line, on the south by the lot number (3), on the east by the Magdalen river and on the west at the end of said depth—with two houses and a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

Another land lying and situate in the first range of the township of Taschereau, in the

Antoine-de-Padoue, comté de Gaspé, portant le numéro 49-B de la contenance de cinquante acres plus ou moins ; borné au nord du fleuve Saint-Laurent, au sud par le fronteau, à l'ouest par John Goupil et à l'est par Michel Robinson, senior—avec une grange dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, 1921, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Percé, Le shérif,
JAS.-T. TUZO.

2 avril 1921. 1215—14-2
[Première publication, 9 avril 1921]

mission of Saint-Antoine-de-Padoue, county of Gaspé, bearing the number 49-B, containing fifty acres, more or less ; bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the front range line, on the west by John Goupil and on the east by Michel Robinson senior—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, on the SEVENTEENTH day of MAY next (1921), at THREE o'clock in the afternoon

Sheriff's office, JAS.-T. TUZO, Sheriff.

Percé, 2nd April, 1921. 1216—14-2
[First publication, 9th April, 1921]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.

Province de Québec, } STANISLAS ALLARD
District de Joliette. } ET AL, demandeurs ;
No 9074. } deurs ; vs JOSAPHAT
DUPUIS, défendeur.

1. Un lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, sous le No 195, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur environ sept arpents de profondeur ; tenant en front au ruisseau la Source, en profondeur à partie du dit lot No 195, appartenant à Emery Riopel, d'un côté au lot de terre No 193, appartenant aux héritiers de feu Camille Dugas et de l'autre côté au lot de terre No 204, appartenant à Placide Migué, bâti de maison, granges et autres dépendances ;

2. Un autre lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, comme étant une partie du lot de terre No 195, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur environ dix-sept arpents et demi de profondeur ; tenant en front à partie du dit, lot de terre appartenant à la compagnie du chemin de fer Canadian National Ry., en profondeur au lot de terre No. 196, d'un côté au lot de terre No 208, appartenant à Placide Migué, de l'autre côté partie du lot de terre No 193 ;

3. Un autre lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques, comme étant une partie du lot de terre No 193, de la contenance d'environ trente-huit arpents en superficie ; tenant en front à partie du même lot de terre appartenant à la compagnie du chemin de fer Canadian National Ry., en profondeur aux terres de Saint-Alexis, d'un côté au lot de terre No 192 appartenant à Achille Morin, et de l'autre côté à partie du dit lot de terre No 195 ;

4. Un autre lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, sous le No 196, de la contenance de sept arpents, quatre perches en superficie, plus ou moins ;

5. Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, comme partie du lot de terre No 575, de la contenance de cinquante-six pieds de largeur, mesure anglaise, sur environ 175 pieds de profondeur ; tenant en front au chemin de front, d'un côté au lot de terre No 577,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } STANISLAS ALLARD
District of Joliette. } ET AL, plaintiffs ; vs
No. 9074. } JOSAPHAT DUPUIS,
defendant.

1. A parcel of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, under the No. 195, containing one arpent and a half in width by about seven arpents in depth ; bounded in front by La Source brook, in depth by part of said lot No. 195. belonging to Emery Riopel, on one side by the lot of land No. 193, belonging to the heirs of the late Camille Dugas and on the other side by the lot of land No. 204, belonging to Placide Migué—with a house, barns and other dependencies built thereon ;

2. Another parcel of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, as being a part of the lot of land No. 195, containing one arpent and a half in width by about seventeen arpents and a half in depth ; bounded in front by part of said lot of land belonging to the Canadian National Ry., in depth by the lot of land No. 196, on one side by the lot of land No. 208, belonging to Placide Migué, on the other side by part of the lot of land No. 193 ;

3. Another parcel of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques, as being a part of the lot of land No. 193, containing about thirty eight arpents in superficies, bounded in front by part of the same lot of land belonging to the Canadian National Ry., in depth by the lands of Saint-Alexis, on one side by the lot of land No. 192 belonging to Achille Morin and on the other side by part of said lot of land No. 195 ;

4. Another parcel of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, under the No. 196, containing seven arpents, fourteen perches in superficies, more or less ;

5. An emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, as part of the lot of land No. 575, containing fifty six feet in width, English measure by about 175 feet in depth, bounded in front on one side by the lot of land No. 577, belonging to Joseph Racette, in

appartenant à Joseph Racette, en profondeur et de l'autre côté au surplus du dit lot de terre No 575—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Saint-Jacques-de-l'Achigan, le DIXIEME jour de MAI 1921, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGE DESROCHES.

Bureau du shérif, ce 30 mars 1921. 1199—14-2
[Première publication, 9 avril 1921]

depth and on the other side by the surplus of said lot of land No. 575—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Saint-Jacques-de-l'Achigan, on the TENTH day of MAY, 1921, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff.

Sheriff's office, this 30th March, 1921. 1200—14-2
[First publication, 9th April, 1921]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, à savoir :) PAUL-EMILE FORGET, marchand, du village de Labelle, district de Montcalm, demandeur ; contre WILFRID NANTEL, cultivateur, du canton Joly, défendeur ; et T.-A. CHRISTIN, comptable, du village de Nominique, dit district, curateur au délaissement.

1. Le No 33, rang E, canton Joly, district de Montcalm ; lequel est borné au nord par le No 36, rang E, du même canton, appartenant à la Couronne, au sud par les Nos 1 à 6, inclusivement, du rang D, dudit canton Joly, appartenant respectivement à A. Bélanger, fils, A. Nantel, N. Branchaud, Pierre Millejours et H. Labelle, à l'est par le parc de la Montagne Tremblante et à l'ouest par le No 35, du rang F, dudit canton Joly, appartenant à Wilfrid Nantel ;

2. Le No 7, du rang D, dudit canton Joly ; lequel est borné au nord par le No 35, rang F, dudit canton Joly, appartenant à Wilfrid Nantel, en partie, et à Raoul Labelle, au sud par la rivière Rouge, à l'est par le No 6, dudit rang D, canton Joly, appartenant à H. Labelle et à l'ouest par le No 8, du rang D, dudit canton Joly, appartenant à Pierre Robin ;

3. Partie du lot No 35, du rang F, dudit canton Joly ; lequel est borné au nord par le No 36, rang F, dudit canton Joly, appartenant à S. Lavallée, au sud par le No 7, rang D, dudit canton Joly, appartenant à Wilfrid Nantel, à l'est par le No 35, rang E, dudit canton Joly, appartenant à Wilfrid Nantel et à l'ouest par le No 35, rang E, dudit canton Joly, appartenant à Raoul Labelle—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de la Nativité, au village de Labelle, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain 1921, à NEUF heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
RODOLPHE ROBERT.

Mont-Laurier 8 mars 1921.
[Première publication, 19 mars 1921]
983—11-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, to wit :) PAUL-EMILE FORGET, merchant, of the village of Labelle, district of Montcalm, plaintiff ; against WILFRID NANTEL, farmer, of the township of Joly, defendant ; and T.-A. CHRISTIN, accountant, of the village of Nominique, said district, curator to the surrender of property made herein.

1. The No. 33, range E, Joly township, district of Montcalm ; bounded on the north by the No 36, range E, of the said townships belonging to the Crown, on the south by the Nos. 1 to 6, inclusively, of range D, of said Joly township, belonging respectively to A. Belanger, junior, A. Nantel, N. Branchaud, Pierre Millejours and H. Labelle, on the east by the Montagne Tremblante Park and on the west by the No. 35, of the range F, of said Joly township, belonging to Wilfrid Nantel ;

2. The No. 7, of range D, of said Joly township ; bounded on the north by the No. 35, range F, of said Joly township, belonging to Wilfrid Nantel, for part thereof, and to Raoul Labelle, on the south by the Red River, on the east by the No. 6, of said range D, Joly township, belonging to H. Labelle and on the west by the No. 8, of range D, Joly township, belonging to Pierre Robin.

3. Part of the lot No. 35, of range F, of the said Joly township ; bounded on the north by the No. 36, range F, of said Joly township, belonging to S. Lavallée, on the south by the No. 7, range D, of said Joly township, belonging to Wilfrid Nantel, on the east by the No. 35, range E, of said Joly township, belonging to Wilfrid Nantel and on the west by the No. 35, range E, of the said Joly township, belonging to Raoul Labelle—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of La Nativité Village of Labelle, on the THIRTIETH day of APRIL next, 1921, at NINE o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, RODOLPHE ROBERT,
Mont-Laurier, 8th March, 1921. Sheriff.

[First publication, 19th March, 1921]
984—11-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District of Québec.

Montmagny, à savoir :) CHARLES FRENETTE, de Saint-Charles-de-Bellechasse, marchand de tabac, de-

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Québec.

Montmagny, to wit :) CHARLES FRENETTE, of Saint-Charles-de-Bellechasse, tobacco merchant, plaintiff ;

mandeur; contre ARTHUR BERUBE de Tourville, Sainte-Perpétue, comté de L'Islet, défendeur.

Un demi lot de terre étant le numéro dix A (10A) du rang A, du canton Lafontaine, de la contenance d'environ cinquante acres en superficie, moins un acre de terre sur le coin sud-ouest dudit demi lot, appartenant à Augustin Fournier, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Perpétue, sous le numéro dix A (10A).

Sujet au réméré qui se trouve enregistré sur le dit lot au montant de cinq cents piastres (\$500.00) en faveur de M. Edouard Giasson, de Saint-Jean-Port-Joli.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Perpétue, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montmagny, 21 mars 1921. J.-C. LISLOIS.

[Première publication, 26 mars 1921]

[Deuxième publication, 9 avril 1921]

1053—12-2

against ARTHUR BERUBE, of Tourville, Sainte-Perpétue, county of L'Islet, defendant.

The half of a lot of land being the number ten A (10A) of range A, of Lafontaine township, containing about fifty acres in superficies, less one acre of land out of the southwest corner of said half of lot, belonging to Augustin Fournier, known on the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Perpétue, under the number ten A (10A).

Subject to a sale with right of redemption registered against said lot amounting to five hundred dollars (\$500.00) in favor of Mr. Edouard Giasson, of Saint-Jean-Port-Joli.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Perpétue, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J.-C. LESLOIS.

Montmagny, 21st, March, 1911. Sheriff.

[First publication, 26th March, 1921]

[Second publication, 9th April, 1921]

1054—12-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) JOSEPH BARRETTE,
No 4799.) demandeur; vs LE
CREDIT STADACONA, LIMITEE, corps
légalement constitué, ayant sa principale place
d'affaires à Montréal, défenderesse.

Deux terrains situés dans la cité de Montréal, portant respectivement les numéros deux de la redivision officielle du lot numéro cinq cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot numéro vingt-trois du cadastre dudit village incorporé d'Hochelega (23-580-2) et numéro un de la redivision officielle du lot numéro cinq cent quatre-vingt-un de la subdivision officielle dudit lot numéro vingt-trois (23-581-1) du cadastre du village incorporé d'Hochelega—avec les maisons et dépendances dessus érigées, portant les numéros civiques 433, 435 et 437 de la rue Chambly, Montréal, district de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 16 mars 1921. L.-J. LEMIEUX

[Première publication, 19 mars 1921]

999—11-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) JOSEPH BARRETTE,
No. 4799.) plaintiff; vs LE CRE-
DIT STADACONA, LIMITEE, a body politic
and corporate, duly incorporated, having its principal
place of business at Montreal, defendant.

Two lots of land situated in the city of Montreal, bearing respectively the number two of the official redivision of the lot number five hundred and eighty of the official subdivision of the lot number twenty three of the cadastre of the said incorporated village of Hochelega (23-580-2) and number one of the official redivision of the lot number five hundred and eighty one of the official subdivision of the said lot number twenty three (23-581-1) of the cadastre of the incorporated village of Hochelega—with the buildings and dependencies thereon erected, bearing civic numbers 433, 435 and 437 Chambly street, Montreal, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, 16th March, 1921. Sheriff.

[First publication, 19th March, 1921]

1000—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) THE TRUST AND
No 4930.) THE LOAN COMPANY
OF CANADA, corporation légalement constituée
ayant sa principale place d'affaires pour la province
de Québec, dans les cité et district de Montréal,
demandeur; vs SYLVESTRE DAMBROSIO, défendeur.

Le lot de terre situé au coin de la rue Mont-Royal et de la rue Laval, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille cent quatorze A de la subdivision du lot originaire numéro quinze (15-1114A), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE TRUST AND
No. 4930.) THE LOAN COMPANY
OF CANADA, a body politic and corporate duly
incorporated, having its principal place of business
for the Province of Quebec, in the city and district
of Montreal, plaintiff; vs SYLVESTRE
DAMBROSIO, defendant.

The lot of land situate at the corner of Mont-Royal and Laval streets, in the city of Montreal, known and designated under the number one thousand one hundred and fourteen A of the subdivision of the original lot number fifteen (15-1114A), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$250.00 sera exigé de tout enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, en date du 14 mars 1921.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 16 mars 1921. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 19 mars 1921]
1001—11-2

on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$250.00 will be exacted from every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 14th March, 1921.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 16th, March 1921. Sheriff.
[First publication, 19th March, 1921]
1002—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) JOSEPH-HORMISDAS
No 2011) LAPLANTE ET NA-
POLEON - HORMISDAS LAPLANTE, tous
deux commerçants, des cités et district de Saint-
Hyacinthe, et y faisant affaires ensemble en so-
ciété comme tels, sous les nom et raison sociale de
J.-N. Laplante & Cie, demandeurs ; vs MAX
BIRKE ET AL, défendeurs ; et GEORGE-H.
CURRIE, ES-QUALITE mis-en-cause.

Comme appartenant à I. Cohen, l'un des dé-
fendeurs :

Un emplacement sis rue Saint-André, à Mon-
tréal, désigné comme faisant partie du lot No 96 de
la subdivision du lot No 10, aux plan et livre de
renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste,
mesurant 18 pieds de largeur par 96 pieds de
profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ;
borné en front par la rue Saint-André, en arrière
par une ruelle désignée sous le No 10-91a, d'un
côté par le résidu dudit lot 10-96 et de l'autre
côté par le lot 10-95—avec les constructions y
érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL
prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 16 mars 1921. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 19 mars 1921]
1003—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) JOSEPH-HORMISDAS
No. 2011.) LAPLANTE AND
NAPOLEON-HORMISDAS LAPLANTE, both
traders of the city and district of Saint-Hyacin-
the, and their carrying on business together in
partnership as such under the firm name and
style of J.-N. Laplante & Cie, plaintiffs ; vs MAX
BIRKE ET AL, defendants ; and GEORGE-H.
CURRIE, ES-QUALITE, mis-en-cause.

As belonging to I. Cohen, one of the defendants

An emplacement lying on Saint André street, at
Montreal, designated as forming part of the lot
No 96 of the subdivision of the lot No. 10, on the
official plan and book of reference of the village
of Saint-Jean-Baptiste, measuring 18 feet in
width by 96 feet in depth, more or less, English
measure ; bounded in front by Saint André street,
in rear by a lane designated under the No. 10-91a,
on one side by the residue of said lot 10-96, and
on the other side by the lot No. 10-95—with the
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY FIRST day of APRIL next,
at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 16th March, 1921. Sheriff.
[First publication, 19th March, 1921]
1004—11-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de recorder.

Québec, à savoir :) LA CITE DE QUEBEC ;
No 1017.) contre ULRIC GAU-
VIN, de la cité de Québec, savoir :

Les subdivisions Nos 187 et 188 (cent quatre-
vingt-sept et cent quatre-vingt-huit) du lot No
508 (cinq cent huit) du cadastre officiel de Saint-
Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier,
de la cité de Québec, étant un terrain situé sur
la Quatrième rue—avec les bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le
VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain,
à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 23 mars 1921. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 26 mars 1921]
[Deuxième publication, 9 avril 1921]
1093—12-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1017.) against ULRIC GAU-
VIN, of the city of Quebec, to wit :

The subdivisions Nos. 187 and 188 (one hundred
and eighty seven and one hundred and eighty
eight) of the lot No. 508 (five hundred and eight)
of the official cadastre of Saint-Roch-North,
now Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec,
being a lot of land situate on Fourth street—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

To be sold in block.

Sale at my office, in the city of Quebec, on
the TWENTY NINTH day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 23rd March, 1921. Sheriff.
[First publication, 26th March, 1921]
[Second publication, 9th April, 1921]
1094—12-2

FIERI FACIAS.

Cour de recorder.

Québec, à savoir :) LA CITE DE QUEBEC,
No 6940.) contre "THE BATTLEFIELD REALTY COMPANY".

Le No 78 sud (soixante-dix-huit sud) du cadastre officiel de Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec ; borné au nord par le prolongement de la rue Saint-Cyrille, à l'est par le No 81, au sud par le chemin Saint-Louis et à l'ouest par le No 77 sud, moins un morceau de 78 pieds sur le front du prolongement de la rue Saint-Cyrille, par cent quarante pieds de profondeur, formant une superficie de 11,060 pieds qui devra être retranchée de la partie nord dudit lot No 78 sud, le reste étant vendu avec circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, 23 mars 1921. CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 26 mars 1921]

[Deuxième publication, 9 avril 1921]

1095—12-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) JOSEPH TROTTIER,
No 3581.) J RAOUL TROTTIER

ET PHILEAS TROTTIER, tous trois industriels de Saint-Casimir, et y faisant affaires comme tels sous la raison sociale de "Joseph Trottier, enregistré"; contre LES HERITIERS de feu J.-Raymond Croteau, en son vivant cultivateur et agent, de Macasnic, dans l'Abitibi, et JOSEPH CROTEAU, de Augusta, Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique, en sa qualité d'exécuteur testamentaire du testament de feu J.-R. Croteau, à savoir :

1. Le lot No 6 (six) du bloc 25 (vingt-cinq) des plan et livre de renvoi au cadastre du village de Macasnic, comté de Témiscamingue, étant un lot de terre situé dans ledit village de Macasnic, — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ;

2. Les abouts des lots Nos 40, 41 et 42 (quarante, quarante-un et quarante-deux) du rang 8 (huit) des plan et livre de renvoi au cadastre pour le canton Royal-Roussillon, comté de Témiscamingue, étant un lot de terre situé dans ledit canton Royal-Roussillon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Macasnic, comté de Témiscamingue, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, 24 mars 1921. CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 26 mars 1921]

[Deuxième publication, 9 avril 1921]

1101—12-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir :) ALPHONSE LAPIERRE,
No 5378.) commerçant, à Courcelles, demandeur ; contre PAUL AUDET, de Spring Hill, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC ;
No. 6940.) against THE BATTLEFIELD REALTY COMPANY.

The No. 78 south (seventy eight south) of the official cadastre of Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Québec ; bounded on the north by the prolongation of Saint-Cyrille street, on the east by the No. 81, on the south by Saint-Louis road, and on the west by the No. 77 south, less a piece of 78 feet on the front of the prolongation of Saint-Cyrille street, by one hundred and forty feet in depth, forming an area of 11,060 feet which must be taken off the north part of the said lot No. 78 south, the remainder being sold with circumstances and dependencies.

Sale at my office, in the city of Québec, on the TWENTY NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, 23rd March, 1921. Sheriff.

[First published, 26th March, 1921]

[Second publication, 9th April, 1921]

1096—12-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit :) JOSEPH TROTTIER,
No. 3581.) J RAOUL TROTTIER

AND PHILEAS TROTTIER, all three manufacturers of Saint-Casimir, and there carrying on business as such under the firm name of "Joseph Trottier, enregistré"; against THE HEIRS of the late J.-Raymond Croteau, in his lifetime farmer and agent, of Macasnic, in Abitibi, and JOSEPH CROTEAU, of Augusta, Maine, one of the United States of America, in his quality of testamentary executor of the will of the late J.-R. Croteau, to wit :

1. The lot No. 6 (six) of block 25 (twenty five) on the plan and book of reference of the cadastre of the village of Macasnic, county of Témiscamingue, being a lot of land situate in the said village of Macasnic — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

2. The gores (abouts) of the lots Nos. 40, 41 and 42 (forty, forty one and forty two) of range 8 (eight) on the plan and book of reference of the cadastre for the township Royal-Roussillon, county of Temiscaming, being a lot of land situate in the said township Royal-Roussillon— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Macasnic, county of Temiscaming, on the TWENTY NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, 24th March, 1921. Sheriff.

[First publication, 26th March, 1921]

[Second publication, 9th April, 1921]

1102—12-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit :) ALPHONSE LAPIERRE,
No. 5378.) trader, of Courcelles, plaintiff ; against PAUL AUDET, of Spring Hill, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Whitton sous les numéros treize, quatorze, quinze, seize (13, 14, 15, 16) dans le premier (1er) rang sud-ouest du dit canton—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances”

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Whitton, le DIX-IEME jour de MAI prochain 1921, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sherbrooke, 6 avril 1921. C.-E. THERRIEN.
1241—14-2

A farm known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Whitton, under the numbers thirteen, fourteen, fifteen, sixteen (13, 14, 15, 16) in the first (1st) southwest range of the said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Cécile-de-Whitton, on the TENTH day of MAY next 1921, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, C.-E. THERRIEN,
Sherbrooke, 6th April, 1921. 1242—14-2
[First publication, 9th April, 1921]
Sheriff.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province of Québec, District of Terrebonne, No 1743. } PIERRE DESLAU-RIERS, demandeur ; vs DAME AMANDA LABELLE, défenderesse, à savoir :

Comme appartenant à ladite défenderesse :
1. Le lot No 1772 des parties nord des lots 1773, 1774 ; borné au nord-ouest par les lots 1828, 1829, 1830, 1831. au sud-est par le lot 1771 et un ruisseau qui coule sur ledit lot de terre, au nord-est par le ruisseau susdit. au sud-ouest par le lot 1771, mesurant 90 arpents en étendue, plus ou moins ;

2 Un autre lot de terre qui est la partie postérieure du lot 1774, mesurant 3 arpents de largeur ; borné au nord par William Hume, au sud par William Hume, et partiellement par la partie sud du lot 1774. à l'est par ledit William Hume ; et à l'ouest par le lot 1773, avec un droit de passage pour communiquer avec le dernier lopin de terre jusqu'au chemin principal en faisant usage du chemin privé de la terre de Robert Boa—avec une maison, les granges et autres bâtisses dessus construites. Le tout pour être vendu comme constituant une seule exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique paroissiale, en la ville de Laclute, comté d'Argenteuil, dit district, le QUATORZIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-un, à QUATRE heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 4 avril 1921.
[Première publication, 9 avril 1921]
1209—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province of Québec, District of Terrebonne, No 1776. } MAZENOD CHE-NIER, demandeur ; vs AVILA-I. TELMOSSE, défendeur, à savoir :

Comme appartenant au dit Avila-I. Telmosse :
Toute cette propriété contenant deux cent cinquante-huit acres en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grenville et augmentation, comté d'Argenteuil, comme étant les lots numéros vingt-six-A et vingt-six-B (26-A et 26-B) du deuxième rang du dit canton de Grenville—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Terrebonne, No. 1743. } PIERRE DESLAU-RIERS, plaintiff ; vs DAME AMANDA LABELLE, defendant, to wit :

As belonging to the said defendant :
1. Lot No. 1772 on the northern portions of lots 1773, 1774 ; bounded north west by lots 1828, 1829, 1830, 1831, south east by lot 1771 and a brook running on the said lot of land, north east by the brook aforesaid south west by lot 1771 containing 90 arpents in superficies, more or less ;

2. Another lot of land being the rear portion of lot 1774, containing 3 arpents in width ; bounded north by William Hume, south by William Hume, and partly by the southern portion of lot 1774, east by the said William Hume, and west by lot 1773, together with a right of way or passage to communicate from the last piece of land to the main road by using the private road through Robert Boa's land—with house, barns and other building thereon erected. The whole to be sold as constituting one farm.

To be sold at the door of the catholic parochial church, in the town of Laclute, county of Argenteuil, said district, on the FOURTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty one, at FOUR o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J.-W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 4th April, 1921.
[First publication, 9th April, 1921]
1210—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Terrebonne, No. 1776. } MAZENOD CHE-NIER, plaintiff ; vs AVILA-I. TELMOSSE, defendant, to wit :

As belonging to said Avila-I. Telmosse :
All that property containing two hundred and fifty eight acres in superficies, more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Grenville and Gore, county of Argenteuil, as being the lots numbers twenty six-A and twenty six-B (26-A and 26-B) of the second range of said township of Grenville,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique du village de Grenville, comté d'Argenteuil, dit district, le DIXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-un, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 5 avril 1921. 1255-14-2
[Première publication, 9 avril 1921]

To be sold at the catholic church door of the village of Grenville, county of Argenteuil, said district, on the TENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty one, at ONE o'clock in the afternoon'
Sheriff's office, J.-W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 5th April, 1921. 1256-14-2
[First publication, 9th April, 1921]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Trois-Rivières, à savoir : } BAZINET & BRO-
No 699. } DEUR, LIM-
TEE, demandeurs ; vs ADOLPHE BARREL,
défendeur

Comme appartenant audit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

La moitié indivise d'un emplacement situé sur et au côté nord-est de la rue Hertel, en les cité et district des Trois-Rivières, contenant trente-cinq pieds de largeur sur une profondeur de cent un pieds et six pouces dans sa ligne nord-ouest, et cent un pieds et huit pouces dans sa ligne sud-est, mesure anglaise, connu et désigné sous le numéro cinquante-cinq (55) du plan de la subdivision officielle du lot numéro dix-huit cent vingt-neuf (1829-55)—avec la moitié indivise des bâtisses.

Pour être vendu dans le bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le Palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le TREIZIEME jour de MAI prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 6 avril 1921. CHS. DUMOULIN.
[Première publication 9 avril 1921]
1243-14-2

MANDAT DE SYNDICS AUTORISÉS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } Dans l'affaire de
No 177. } LOUIS-ED-
MOND LAROUCHE, cédant autorisé ; et
MM. BEDARD & BELANGER, syndics
autorisés.

Comme appartenant au dit cédant-autorisé, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé à La Tuque, mesurant cinquante pieds par cent pieds (50 x 100) connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre-A-deux cent deux, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain—avec bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-la-Tuque, en la ville de La Tuque, comté de Champlain, le ONZIEME jour de MAI prochain, 1921, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
CHS. DUMOULIN.
Trois-Rivières, 6 avril 1921. 1245-14-2
[Première publication, 9 avril 1921]

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Three Rivers, to wit : } BAZINET & BRO-
No. 699. } DEUR, LIM-
TEE, plaintiffs ; vs ADOLPHE BARREL,
defendant.

As belonging of the said defendant, the following immovable, to wit :

The undivided half of an emplacement situate on and to the northeast side of Hertel street, in the city and district of Three Rivers, containing thirty five feet in width by one hundred and one feet six inches in depth in its northwest line, and one hundred and one feet eight inches in depth in its southeast line, English measure, known and designated under the number fifty five (55) of the plan of the official subdivision of the lot number eighteen hundred and twenty nine (1829-55)—with the undivided half of the buildings.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court house, in the city of Three Rivers, on the THIRTEENTH day of MAY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office. CHAS. DUMOULIN,
Three Rivers, 6th April, 1921. Sheriff.
[First publication 9th April, 1921]
1243-14-2

AUTHORIZED TRUSTEES' WARRANT

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } IN the matter of
No. 177. } LOUIS-EDMOND
LAROUCHE, authorized assignor ; and BE-
DARD & BELANGER, authorized trustees.

As belonging to the said authorized assignor, the following immovable, to wit :

An emplacement situate at La Tuque, measuring fifty feet by one hundred feet (50 x 100) known and designated as being the lot number twenty four-A-two hundred and two, on the official cadastral plan and book of reference for the first range of Mailhot township, county of Champlain—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Zéphirin-de-la-Tuque, in the town of La Tuque, county of Champlain, on the ELEVENTH day of MAY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's office, CHAS. DUMOULIN,
Three Rivers, 6th April, 1921. 1246-14-2
[First publication, 9th April, 1921]

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU
Assistant-Procureur-Général. } qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une autre municipalité est demandée, et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

Attendu qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse de l'Epiphanie, comté de l'Assomption, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de l'Epiphanie ;

A ces causes, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire—dans le comté de l'Assomption—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "la municipalité du village de l'Epiphanie", est pris dans les seigneuries de Saint-Sulpice et de l'Assomption et dans le fief Bayeul de l'Assomption. Devant être démembre de la

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS in
Deputy-Attorney-General. } and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette," which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alterations of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

Whereas, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the parish of l'Epiphanie, county of l'Assomption, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erect into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of l'Epiphanie ;

Therefore with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory—in the county of l'Assomption—to be erected into a separate municipality, under the name of "The municipality of the village of l'Epiphanie", is taken in the seigniories of Saint Sulpice and l'Assomption and in the fief Bayeul de l'Assomption. To be dismembered from the

municipalité de la paroisse de l'Épiphanie, ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel de cette dernière paroisse, sont les suivantes, à savoir :

Vers le sud-est : la limite interparoissiale séparant la municipalité de la paroisse de l'Épiphanie de celle de la paroisse de l'Assomption-de-Repentigny, depuis le côté sud-ouest de la rivière Achigan, en allant au sud-ouest sur une distance de trois mille trois cent vingt-cinq (3,325) pieds français, plus ou moins, jusqu'à la ligne seigneuriale entre Saint-Sulpice et Bayeul ;

Vers le sud-ouest : cette ligne seigneuriale, en la suivant, depuis l'extrémité de la distance susdite, jusqu'au côté nord-ouest de la rivière Achigan, ce même côté de rivière, en remontant le cours d'icelle rivière,—sauf, vis-à-vis l'île No 184 et les îles Nos 161, 162, 163, par le sud-ouest de laquelle et par le sud-est desquelles, respectivement, le dit côté de la rivière se raccordera par des lignes curvilignes,—jusqu'à une ligne dans le lot No 144, établie à douze (12) pieds français au sud-ouest du lot No 146 ; cette ligne menée jusqu'au côté nord-ouest de la rue principale et celle séparant le lot No 145 des lots Nos 248 et 249, jusqu'à un point distant de $1874\frac{1}{4}$ pieds français de et au nord-ouest de la dite rue principale, ces deux dernières lignes se reliant de l'une à l'autre par le dit côté nord-ouest de la rue ;

Vers le nord-ouest : une première ligne—depuis ce point en dernier lieu déterminé—menée nord-est, sous un angle intérieur de quatre-vingt-dix degrés trente-cinq minutes ($90^{\circ} 35'$), en travers les lots Nos 249, 250, 251, 252, 253, 254, jusqu'à la route limitant le dernier de ces numéros et une seconde ligne allant sud-ouest—sous un angle de quatre-vingt-neuf degrés quarante-cinq minutes ($89^{\circ} 45'$)—et menée depuis un point distant de trois mille deux cent quatre-vingt-trois (3283) pieds français mesurés de et au nord-ouest de la rivière Achigan sur la ligne séparant le lot No 258 des lots Nos 259 et 408, en travers les lots Nos 258, 257, 256, 255, jusqu'au côté sud-ouest de la route ci-dessus mentionnée, cette première ligne et cette seconde ligne se raccordant, de l'une à l'autre sous une distance de neuf cents (900) pieds français, plus ou moins, mesurée par le côté sud-ouest de la dite route.

Vers le nord-est : ce côté sud-ouest de route ; la ligne séparant le lot No 258 des lots 259 et 408, dans la mesure que précédemment déterminée ; le côté nord de la rivière Achigan, jusqu'à l'alignement extérieur sud-est du pont du Pacifique-Canadien et le côté sud de la rivière, jusqu'à la ligne interparoissiale en premier lieu mentionnée, ces deux côtés de rivière se reliant l'un à l'autre par le susdit alignement sud-est du pont sera détaché de la municipalité de la paroisse de l'Épiphanie, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de l'Épiphanie", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-

municipality of the parish of l'Épiphanie, its boundaries, according to the official cadastre of the latter parish, are the following to wit :

On the southeast : the interprovincial boundary dividing the municipality of the parish of l'Épiphanie from that of the parish of l'Assomption-de-Repentigny, from the southwest side of the Achigan river, running southwest for a distance of three thousand three hundred and twenty five (3325) french feet, more or less, to the seigneurial line between Saint-Sulpice and Bayeul ;

On the southwest : following the said seigneurial line, from the extremity of the aforesaid distance, to the northwest side of the Achigan river, this same side of the river, ascending the course of the said river, except, opposite island No. 184 and the islands Nos. 161, 162, 163, by the southwest of which and by the south east of which others respectively the said side of the river is joined by curvilinear lines, to a line in lot No. 144 established at twelve (12) french feet on the southwest of the lot No. 146 ; the said line drawn to the northwest side of the main street and that dividing the lot No. 145 from the lots Nos. 248 and 249, to a point $1874\frac{1}{4}$ french feet distant from and on the northwest of the said main street, the two latter lines joining one another on the northwest side of the street ;

On the northwest : a first line—from the point lastly determined—lastly determined—drawn northeast, on an interior angle of ninety degrees thirty five minutes ($90^{\circ} 35'$) across the lots Nos. 249, 250, 251, 252, 253, 254, to the road dividing the last of such numbers and a second line running southwest—on an angle of eighty nine degrees forty five minutes ($89^{\circ} 45'$)—and drawn from a point distant three thousand two hundred and eighty three (3283) french feet, measured from and on the northwest of the Achigan river on the line dividing the lot No. 258 from the lots Nos. 259 and 408, across the lots Nos. 258, 257, 256, 255, to the southwest side of the road hereinabove mentioned, the first line and the second line joining one another on a distance of nine hundred (900) french feet, more or less, measured by the southwest side of the said road ;

On the northeast : the said southwest side of road ; the line dividing the lot No. 258 from the lots 259 and 408, in the measure previously determined ; the north side of the Achigan river to the southeast alignment of the Canadian Pacific bridge and the southside of the river, to the interparochial line firstly mentioned, such two sides of the river joining one another by the aforesaid southeast alignment of the bridge ; shall be detached from the municipality of the parish of l'Épiphanie, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of l'Épiphanie".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Dist-

Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
1231 C.-J. SIMARD.

inguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this EIGHTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-one and in the eleventh of Our Reign.

By command,

1232 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Valois Country Club, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mars 1921, constituant en corporation : William Keene, épiciier ; Robert Denman, Clifford-William Parkin, comptables ; Joseph-Ernest Everitt, Eric Grantley Denegani, Prosper Lewis d'Albenas, agents ; Albert Ernest Thom, auditeur, tous de Valois, dans le district de Montréal ; Frank Joseph Wall, voyageur de commerce, de la cité et du district de Montréal, et Joseph-Calixte Collette, commis d'assurances, de la cité de Lachine, aux fins suivantes :

Etablir, tenir et gérer un club pour accommoder les membres et leurs amis, entretenir les relations sociales entre les membres, et généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les avantages, privilèges, et le confort d'usage dans un club ;

Promouvoir et encourager les sports d'été et d'hiver, la course en yacht, en bateau, la nage et les autres sports aquatiques, le lawn-tennis, le cricket, les quilles, le billard, les jeux de paume, de lacrosse, le golf, le patin, la raquette, le ski, le bateau à lisses, le hockey, les autres sports et jeux en général ; organiser et tenir des représentations théâtrales, cinématographiques, musicales, athlétiques et autres, aussi des courses et exhibitions de toute sorte, soit sur les lieux des club ou dans des locaux loués ou occupés à cette fin, limiter et restreindre l'assistance à ces amusements, charger un honoraire d'entrée aux membres et autres qui les fréquentent, donner et contribuer à l'octroi de prix, coupes, enjeux et autres récompenses en rapport avec lesdits amusements, courses, concours et expositions ;

Bâtir, entretenir et exploiter une maison de club, des champs de paume et terrains de jeux, des cabanes à embarcations, écuries et remises pour chevaux et véhicules, garages d'autos, réservoirs à gazoline et accessoires pour l'usage et à la disposition des membres du club et de leurs invités, aussi toutes bâtisses ou installations que les membres croiront nécessaires et avantageuses aux fins du club, fournir le logement, la nourriture, les rafraîchissements, le confort et les commodités, en général, aux membres du club et à leurs invités, aux domestiques et employés du club, aussi louer, acheter ou autrement acquérir et détenir tous bâtiments et terrains avec tous droits ou privilèges connexes, à Valois ou ailleurs, dans la province, nécessaires à l'utilisation ou à l'occupation du club, vendre, aliéner, hypothéquer, louer ou disposer de la propriété du club, acquérir d'autres biens à la place, lorsque le club jugera avantageux ou à propos de se faire ;

Letters patent

"Valois Country Club, Incorporated."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1921, incorporating : William Keene, grocer ; Robert Denman, Clifford William Parkin, accountants ; Joseph-Ernest Everitt, Eric Grantley Denogani, Prosper Lewis d'Albenas, agents ; Albert-Ernest Thom, auditor, all of Valois, in the district of Montreal ; Frank Joseph Wall, commercial traveller, of the city and district of Montreal, and Joseph-Calixte Collette, insurance clerk, of the city of Lachine, for the following purpose :

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of members and their friends and to promote social intercourse amongst its members, and generally to afford to members and their friends all the usual advantages, privileges and accommodations of a club ;

To promote and foster summer and winter sports, yachting, boating, swimming and other aquatic sports, lawn tennis, cricket, bowling, pool, billiards, ball games, lacrosse, golf, skating, snowshoeing, skiing, iceboating, hockey and other sports and athletics in general ; to promote and hold theatrical, moving picture, musical athletic and other entertainments, as well, as races competitions and exhibitions of all sorts, whether on the club premises or in other premises leased or occupied for the purpose, to limit and restrict the attendance et such entertainments and to charge and admission fee to members and others attending the same, and to give and contribute towards the giving of prizes, cups, stakes and other rewards in connection with said entertainments, races, competitions and exhibitions ;

To build, maintain and operate a suitable club house, ball parks and playgrounds, shelters for boats, shelters for horses and vehicles, automobile garages gasoline tanks and supplies for the use of and at the disposal of the club members and their guests and all buildings or plants which the members may deem necessary and expedient for the purposes of the club, to provide lodging, board, refreshments and accommodation and facilities generally for the members of the club and their guests, and for the servants and employees of the club, and to lease, purchase or otherwise acquire and hold and buildings and lands together with any rights or privileges thereto belonging whether at Valois or elsewhere in the Province, necessary for the use or occupation of the club, to sell, alienate, hypothecate, lease or dispose of the property of the club and acquire other property instead when the club may deem expedient or proper so to do ;

Exercer aucun autre commerce qui peut se rattacher aux objets du club ou être utile en aidant à la réalisation de ses objets ;

Edicter des règlements, ordonnances et règles concernant l'admission et l'expulsion des membres, l'administration et la gestion générales des affaires du club, établir diverses catégories de membres, déterminer leurs droits, privilèges et obligations, restreindre le transfert et le droit de vote d'actions du club en autant que ces règlements, ordonnances et prescriptions ne sont pas incompatibles avec les lois de cette province, et de temps à autre modifier, amender ou abroger en tout ou en partie ces règlements, ordonnances et règles ;

Payer les valeurs, biens ou droits acquis ou à être acquis par le club, soit en argent soit en actions entièrement libérées du club, ou avec aucuns titres que le club a le pouvoir d'émettre, ou partiellement d'une manière et partiellement d'une ou plusieurs autres manières, et généralement aux termes et conditions que le club peut déterminer ;

Conclure avec aucune municipalité, avec aucuns pouvoirs locaux ou autres, aucun arrangement qui semblera approprié aux objets du club, obtenir aussi de ces pouvoirs les droits, privilèges ou concessions que le club croira désirable d'obtenir ;

Souscrire ou autrement acquérir et déterminer des actions dans aucun autre club, dans aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux du club ;

Vendre ou disposer des entreprises du club ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que le club croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux du club ;

Distribuer aux actionnaires du club, au moyen de dividendes ou boni, ou d'aucune autre manière estimée judicieuse, aucune propriété du club, ou le produit de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété du club ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable ou approprié à la réalisation d'aucun des objets, à l'obtention de l'une ou de plusieurs des fins précitées du club, sous le nom de "Valois Country Club, Incorporated", avec un fonds social total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois mille (3,000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le siège de la compagnie sera à Valois, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1265 C.-J. SIMARD.

To carry on any other business which may be cognate to the objects of the club or useful in aiding it in the attainment of its objects ;

To enact by-laws, rules and regulations governing the admission and expulsion of members and the management and conduct generally of the affairs of the club, to constitute various categories of members and determine their rights, privileges and obligations and to limit the transfer and voting power of shares of the club in so far as such by-laws, rules and regulations are not inconsistent with the laws of this province, and from time to time to alter, change or repeal in whole or in part such by-laws, rules and regulations ;

To pay for any assets, property or rights acquired or to be acquired by the club, either in cash or in fully paid up shares of the club, or by any securities which the club has power to issue or partly in one mode and partly in another, or others, and generally on such terms and conditions as the club may determine ;

To enter into any arrangement with any municipality or local or other authorities that may seem conducive to the objects of the club, and to obtain from any such authorities any rights, privileges or concessions which the club may think it advisable to obtain ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other club or corporation having objects altogether or in part similar to those of the club ;

To sell or dispose of the undertakings of the club or any part thereof for such consideration as the club may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the club ;

To distribute among the shareholders of the club by way of dividends or bonus or in any other way deemed advisable, any property of the club or any proceeds of the sale or disposition of any property of the club ;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainments of any one or more of the objects of the club as above enumerated, under the name of "Valois Country Club, Incorporated", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Valois, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1921.

C.-J. SIMARD,
1266 Assistant Provincial Secretary.

Avis de dépôt

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure du district de Montréal, en date du 6 novembre 1919, le soussigné en sa qualité de liquidateur de "G.-M. Chandler Garage & Manufacturing Company, Limited" corps politique et incorporé, ayant son principal bureau en les cité et district de Montréal, en liquidation sous l'acte des liquidations, a, par acte de vente fait et passé à Montréal devant Edouard Biron, notaire public, le 30 juillet 1920, vendu, cédé et abandonné à Dame

Notice of deposit

Public notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Montreal, dated 6th November, 1919, the undersigned in the quality of liquidator of "G.-M. Chandler Garage & Manufacturing Company Limited" a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal in liquidation, under the Winding Up Act, has sold, transferred and made over by deed of sale passed at Montreal, before Edouard Biron, N. P. on the 30th July, 1920, unto Dame Beatrice Cre-

Béatrice Crepeau, de Kennebunk, dans l'état du Maine, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Henri Jodoin, avocat à Montréal, dûment autorisée par son dit mari, l'immeuble suivant situé dans la ville de Victoriaville, comté et district d'Arthabaska, savoir :

Les lots de terre connus et désignés par les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour cette partie du canton d'Arthabaska, comprise dans la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, sous les numéros quatre-vingt-dix-sept-un, quatre-vingt-dix-sept-deux, quatre-vingt-dix-sept-trois, quatre-vingt-dix-sept-quatre, quatre-vingt-dix-sept-cinq, quatre-vingt-dix-sept-six et partie des numéros quatre-vingt-dix-sept-neuf, quatre-vingt-dix-sept-dix, quatre-vingt-dix-sept-onze et quatre-vingt-dix-sept-vingt de la subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97-1, 97-2, 97-3, 97-4, 97-5, 97-6 et p. 97-9, 97-10, 97-11, 97-20) contenant le tout soixante-quinze pieds sur la route d'Arthabaska, cent quatre-vingt-deux pieds au nord-ouest sur la rue Marchand, cent cinquante-quatre pieds dans la ligne sud-ouest et cent cinquante-huit pieds dans la ligne sud-est; bornés au nord à la route d'Arthabaska, au nord-ouest à la rue Marchand, au sud-ouest partie du lot quatre-vingt-dix-sept et partie du résidu des lots quatre-vingt-dix-sept-neuf, quatre-vingt-dix-sept-dix et quatre-vingt-dix-sept-onze, et au sud-est partie au lot quatre-vingt-dix-sept-vingt-un et partie au résidu des numéros quatre-vingt-dix-sept et quatre-vingt-dix-sept-onze—avec les bâtisses, machines et outils dans lesdites bâtisses, pour le montant des hypothèques dues à la dite Dame Béatrice Crepeau, savoir: la somme de \$4,000.00 et intérêts, à la charge de payer les réclamations privilégiées suivantes, savoir: (a) \$75.00 à la corporation de la ville de Victoriaville pour taxes municipales, (b) \$75.00 pour taxes dues aux commissaires d'écoles de Victoriaville, (c) \$200.00 à Dame Alphonsine Richard, épouse de J.-O. Bourbeau, créancière hypothécaire, avec intérêt de 6%, du 17 octobre 1914, (d) Les frais dus à MM. Laliberté et Marchand, avocats à Victoriaville, sur requête faite par la corporation de la ville de Victoriaville, pour obtenir la vente de ladite propriété, et aussi les frais du titre de vente et des procédures en ratification du dit titre. L'acte est fait sujet à être confirmé et ratifié suivant la loi en vertu des dispositions des articles 7552 et suivants S. R. P. Q.

Qu'une copie de l'acte de vente et le certificat du registraire du comté d'Arthabaska, préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif, sont déposés entre les mains du liquidateur soussigné, et que la dite compagnie "G.-M. Chandler Garage & Manufacturing Company, Limited" est la seule partie ayant possédé l'immeuble ci-dessus décrit pendant les trois dernières années.

Daté à Montréal, ce 2ième jour d'avril 1921.

Le liquidateur,

1251—14—5

R.-C. THORNELOE.

peau, of Kennebunk, in the state of Maine, wife separate as to property by marriage contract of Henri Jodoin, advocate, of Montreal, duly authorized by her said husband, the following immovable property situated in the town of Victoriaville, county and district of Arthabaska, namely :

The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of cadastre for that part of the township of Arthabaska, comprised in the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska, under Nos ninety-seven-one, ninety-seven-two, ninety-seven-three, ninety-seven-four, ninety-seven-five, ninety-seven-six and part of Nos ninety-seven-nine, ninety-seven-ten, ninety-seven-eleven and ninety-seven-twenty of the subdivision of original lot ninety-seven (97-1, 97-2, 97-3, 97-4, 97-5, 97-6 and part of 97-9, 97-10, 97-11, 97-20), the whole containing seventy-five feet on the Arthabaska road, one hundred and eighty-two feet to the north west on Marchand street, one hundred and fifty-four feet in the south west line, and one hundred and fifty-eight feet in the south east line; bounded to the north by the Arthabaska road, to the north west by Marchand street, to the south west part by lot ninety seven and partly by the residue of lots ninety-seven-nine, ninety-seven-ten and ninety-seven-eleven, and to the south east partly by lot ninety-seven-twenty-one and partly by the residue of lots ninety-seven and ninety-seven-eleven—with buildings, machines and tools in said buildings for the amount of the mortgages due to said Dame Beatrice Crepeau, namely: the sum of \$4,000 00 and interest upon condition of payment by the purchaser of the following privileged claims, namely: (a) \$75.00 to the corporation of the town of Victoriaville for municipal taxes (b) \$75.00 for taxes due the school commissioners of Victoriaville, (c) \$200.00 to Dame Alphonsine Richard, wife of J.-O. Bourbeau, hypothecary creditor with interest at the rate of 6% from the 17th of October, 1914, (d). The costs due to Messrs Laliberté and Marchand, advocates, of Victoriaville, on petition made by the corporation of the town of Victoriaville to obtain the sale of said property and also the costs of the deed of sale and of the proceedings in ratification of the title. The deed is made subject to be confirmed and ratified according to law under the dispositions of articles 7552 and following S. R. P. Q.

That copy of the deed of sale and the registrar's certificate prepared in the manner prescribed for the certificate required in cases of sale of immovables by the sheriff, have been deposited in the hands of the undersigned liquidator and that the said company "G.-M. Chandler Garage & Manufacturing Company, Limited", is the only party who possessed the said immovable during the last three years.

Dated at Montreal, this 2nd day of April, 1921.

R.-C. THORNELOE,

1252—14—5

Liquidator.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 14.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Baril vs Frénette.....	765
" Breanton vs Noseworthy.....	765
" Crystal vs Crystal.....	765
" Demers vs Pinsonnault.....	766

Index of the Quebec Official Gazette, No 14.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Baril vs Frénette.....	765
" Breanton vs Noseworthy.....	765
" Crystal vs Crystal.....	765
" Demers vs Pinsonnault.....	766

Dme Déry vs Roy.....	765	Dme Déry vs Roy.....	765
" Desormeaux vs Prevost.....	766	" Desormeaux vs Prevost.....	766
" Gagné vs Lavoie.....	767	" Gagné vs Lavoie.....	767
" Guillaume vs Raymond.....	764	" Guillaume vs Raymond.....	764
" Leblanc vs Daoust.....	766	" Leblanc vs Daoust.....	766
" Leclair vs Harrison.....	767	" Leclair vs Harrison.....	767
" Milakofsky vs Fogel.....	767	" Milakofsky vs Fogel.....	767
" Morand vs Harel.....	766	" Morand vs Harel.....	766
" Pelletier vs Robert.....	764	" Pelletier vs Robert.....	764
" Perreault vs Ménard.....	765	" Perreault vs Ménard.....	765
" Poulin vs Bolduc.....	765	" Poulin vs Bolduc.....	765
" Rosenthal vs Gold.....	766	" Rosenthal vs Gold.....	766
" Slamianski vs Herscovici.....	767	" Slamianski vs Herscovici.....	767
" Webber vs Gray.....	764	" Webber vs Gray.....	764
" Yanofsky vs Malcoff.....	766	" Yanofsky vs Malcoff.....	766
ANNONCEURS :—Avis aux :—.....	753	ADVERTISERS :—Notice to :—.....	753
ASSEMBLÉE :—		MEETING :—	
Quebec Central Railway Company.....	767	Quebec Central Railway Company.....	767
AVIS DE DÉPOT :—		NOTICE OF DEPOSIT :—	
Thorneloe à Dme Crépeau.....	789	Thorneloe to Dme Crépeau.....	789
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES :—	
Charity Organization Society of Mont- real—Family Welfare Association of Montreal.....	768	Cha i y Organization Society of Mont- real—Family Welfare Association of Montreal.....	768
La Cie Tremblay-Simard, Ltée.....	769	La Cie Tremblay-Simard, Ltée.....	769
La Cie d'assurance contre le feu de St- André-Avelin.....	700	La Cie d'Assurance contre le feu de St- André-Avelin.....	700
Northwestern Oil Company, Lt'd.....	768	Northwestern Oil Company, Lt'd.....	768
The Coco Cola Company.....	769	The Coco Cola Comp ny.....	769
BUREAUX-CHEF :—		CHIEF OFFICES :—	
Northern Amusements, Ltd.....	769	Northern Amusements, Ltd.....	769
Quality Tool Works, Ltd.....	769	Quality Tool Works, Ltd.....	769
COMPAGNIE DISSOUTE :—		COMPANY DISSOLVED :—	
The Rosemont Land & Improvement Company.....	770	The Rosemont Land & Improvement Company.....	770
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—	
Municipalité scolaire de Carleton.....	763	School municipality of Carleton.....	763
Municipalité scolaire de Contreccour- Ouest.....	762	School municipality of Contreccour- Ouest.....	762
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—	
L'affermage de forces hydrauliques et de concession forestière.....	763	Loan of water-powers and timber limit.....	763
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu, paroisse de Sainte-Rose.....	763	La Cie d'assurance mutuelle contre le feu, paroisse de Sainte-Rose.....	763
FAILLITE—AVIS DE :—		BANKRUPT NOTICES :—	
Green, dividende.....	770	Green, dividend.....	770
Jaslow, Inc., nom. liquidateurs.....	770	Jaslow, Inc., liquidators' appt.....	770
Share, dividende.....	770	Share, dividend.....	770
LETRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
Alex's Garage, Ltd.....	760	Alex's Garage, Ltd.....	760
Batery & Electric Service Company.....	756	Batery & Electric Service Company.....	756
Diamond Engine, Lt'.....	760	Diamond Engine, Lt'd.....	760
Lamy Realty Company, Lt'd.....	754	Lamy Realty Company, Lt'd.....	754
Linotypers & Stereotypers Ltd.....	758	Linotypers & Stereotypers Lt'd.....	758
Saguenay Rulp & Power Co. Supp.....	762	Saguenay Rulp & Power Co. Supp.....	762

—The Exceslior Business College for Young Women of Montreal.....	756	The Exceslior Business College for Young Women of Montreal.....	756
—Valois County Club, Incorporated.....	789	Valois County Club, Incorporated.....	789
LIQUIDATION—AVIS DE :—		WINDING UP NOTICE :—	
W. Levinson & Company.....	700	W. Levinson & Company.....	700
MINUTES DE NOTAIRE :—		NOTARIAL MINUTES :—	
En faveur de L.-J.-A.-M. Jodoin.....	771	In favor of L.-J.-A.-M. Jodoin.....	771
En faveur de M. J.-A. Thibault.....	771	In favor of Mr. J.-A. Thibault.....	771
En faveur de M. Maurice Lussier.....	771	In favor of Mr Maurice Lussier.....	771
PROCLAMATION :—		PROCLAMATION :—	
Municipalité du village de l'Epiphanie.	786	Municipalité du village de l'Epiphanie.	786
VENTES PAR ENCAN :—		AUCTION SALES :—	
Effets non réclamés.....	773	Unclaimed shipments.....	773
Effets non réclamés.....	777	Unclaimed baggage.....	773
Traders Company, Lt'd, Buckingham...	771	Traders Company, Lt'd, Buckingham...	771
VENTES PAR LICITATION :—		SALES BY LICITATION :—	
Heathers vs Heathers <i>et al</i>	774	Heathers vs Heathers <i>et al</i>	774
Lavigne <i>et al</i>	776	Lavigne <i>et al</i>	776
Tremblay vs Laberge <i>et al</i>	773	Tremblay vs Laberge <i>et al</i>	773
Turcot vs Richard <i>et al</i>	775	Turcot vs Richard <i>et al</i>	775
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFFS' SALES :—	
GASPÉ :—		GASPÉ :—	
Gagnon vs Goupil.....	778	Gagnon vs Goupil.....	778
Montgomery & Sons vs Lawlor.....	778	Montgomery & Sons vs Lawlor.....	778
JOLIETTE :—		JOLIETTE :—	
Allard <i>et al</i> vs Dupuis.....	779	Allard <i>et al</i> vs Dupuis.....	779
MONTCALM :—		MONTCALM :—	
Bourget vs Nantel.....	780	Bourget vs Nantel.....	780
MONTMAGNY :—		MONTMAGNY :—	
Frenette vs Bérubé.....	780	Frenette vs Bérubé.....	780
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Barrette vs Le Crédit Stadacona, ltée..	781	Barrette vs Le Crédit Stadacona, ltée..	781
Laplante <i>et al</i> vs Birke <i>et al</i>	782	Laplante <i>et al</i> vs Birke <i>et al</i>	782
The Trust & Loan Company of Canada vs Dambrosio.....	781	The Trust & Loan Company of Canada vs Dambrosio.....	781
QUÉBEC :—		QUEBEC :—	
La cité de Québec vs Gauvin.....	782	The city of Quebec vs Gauvin.....	782
La cité de Québec vs The Battlefield Realty Co'y, Lt'd.....	783	The city of Quebec vs The Battlefield Realty Co'y, Lt'd.....	783
Trottier <i>et al</i> vs héritiers Croteau.....	783	Trottier <i>et al</i> vs heirs Croteau.....	783
SAINT-FRANCOIS :—		SAINT FRANCIS :—	
Lapierre vs Audet.....	783	Lapierre vs Audet.....	783
TERREBONNE :—		TERREBONNE :—	
Chénier vs Telmosse.....	784	Chénier vs Telmosse.....	784
Deslauriers vs Dme Labelle.....	784	Deslauriers vs Dme Labelle.....	784
TROIS-RIVIÈRES :—		THE RIVERS :—	
Bazinet vs Brodeur, Ltée, vs Barrel.....	785	Bazinet vs Brodeur, Ltée, vs Barrel.....	785
Larouche, failli.....	785	Larouche, insolvent.....	785